Procès-verbal

de la

Conférence de l'Union des statisticiens officiels et de la Société suisse de statistique

à la salle du Grand Conseil à Sion les 21 et 22 octobre 1907.

A la Conférence prennent part:

I. Confédération.

Département des finances et des douanes.

1. M. *E.-W. Milliet,* directeur de la régie des alcools.

Département de l'intérieur.

2. M. le Dr *H. Anderegg,* fonctionnaire au bureau fédéral de statistique.
3. M. le Dr *E. Anderegg,* fonctionnaire au bureau fédéral de statistique.
4. M. le Dr *Carrière,* directeur-adjoint au bureau sanitaire fédéral.
5. M. le Dr *Louis Guillaume,* directeur du bureau fédéral de statistique.
6. M. *Georges Lambelet,* directeur-adjoint au bureau fédéral de statistique.

Département de justice et police.

7. M. *Paul Hofer,* secrétaire pour l'Etat-civil.
8. „ *Rosselet,* actuaire au bureau fédéral des assurances.

Département militaire.

9. M. le Colonel *A. Murset,* médecin en chef de l'armée fédérale.

Département du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

10. M. le Dr *Gutknecht,* actuaire à la section des assurances.

Département des chemins de fer.

11. M. *Rathgeb,* inspecteur pour la comptabilité et la statistique.

II. Cantons.

Zurich.

12. M. le Dr *A. Huber,* secrétaire d'Etat, Zurich.
13. „ *F. Locher,* suppléant au bureau de statistique du canton de Zurich.
14. M. le Dr *Thomann,* chef du bureau de statistique de la ville de Zurich.
15. „ *Ed. Wüest,* officier de l'Etat civil de Zurich.

Berne.

16. M. *Werner Krebs,* secrétaire de l'Union suisse des arts et métiers.
17. M. le Dr *J. J. Kummer,* président de la Société suisse de statistique.
18. M. le Dr *C. Mühlemann,* chef du bureau de statistique du canton de Berne.
19. M. *Emil Neukomm,* imprimeur à Berne.

Fribourg.

20. M. le Dr *H. Schorer,* chef du bureau de statistique du canton de Fribourg.

Bâle-Ville.

21. M. le Dr *Fritz Mangold,* chef du bureau de statistique du canton de Bâle-Ville.

Bâle-Campagne.

22. M. *Rebmann,* Conseiller d'Etat à Liestal.

Grisons.

23. M. *S. Meisser,* archiviste cantonal à Coire.

Argovie.

24. M. *E. Näf,* statisticien cantonal à Aarau.

Thurgovie.

25. M. le Dr *Wehrli,* secrétaire d'Etat à Frauenfeld.

Vaud.

26. M. *Ed. Bauty,* correspondant de la „Gazette de Lausanne“ à Berne.
27. M. *Piot,* chef du service de l'Intérieur du canton de Vaud, Lausanne.
28. M. *Schnetzler,* avocat, syndic de Lausanne.

Genève.

29. M. le Dr *Emanuel Kuhne,* directeur-adjoint au bureau de statistique du canton de Genève.

Valais.

30. M. l'abbé *Arnold,* rédacteur du „Walliser Bote“ à Sion.
31. M. **Bioley,** conseiller d'Etat, **président de l'assemblée.**
32. „ le Dr *Charles Bonvin* à Sion.
33. „ le chanoine *Bourban* à St-Maurice.
34. Monseigneur *Bourgeois,* prévôt du Gd St-Bernard.
35. M. *Adolphe Bruttin,* conseiller municipal à Sion.
36. „ *Burgener,* conseiller d'Etat à Sion.
37. „ *Louis Clo* à Sion.
38. „ le chanoine *X. de Cocatrix,* membre du conseil de l'instruction publique à Bagnes.
39. M. le Dr *de Cocatrix* à St-Maurice.
40. „ *Couchepin,* président du Conseil d'Etat, Sion.
41. „ *Charles-Albert de Courten*, président de la ville de Sion.
42. M. l'abbé *Fr. de Courten,* inspecteur scolaire à Sierre.
43. M. *Louis Cropt,* ancien président à Martigny-Ville.
44. „ *Délez,* officier d'Etat civil à Salvan.
45. „ *Basile Dubuis,* député à Sion.
46. „ le chanoine *Duc,* directeur d'Ecône près Riddes.
47. „ *Jules Emonet* à Martigny.
48. „ *Fréd. Gaillard,* ancien président à Chamoson.
49. „ **Giroud,** secrétaire agricole à Sion, désigné comme **secrétaire de l'assemblée.**
50. M. **William Hænni,** secrétaire cantonal des apprentissages à Sion, désigné comme **secrétaire de l'assemblée.**
51. M. l'abbé *Imesch,* président de la société d'histoire du Haut-Valais à Naters.
52. M. l'abbé *Imhof,* curé à Mœrel.
53. „ *F. Jacquier,* notaire et juge à Savièse.
54. „ l'abbé *Jaggi,* aumônier de l'Institut de la Géronde près Sierre.
55. M. le rév. père *Amédée Jobin,* capucin à Sion.
56. M. *Adrien Joris,* conseiller à Charrat.
57. „ *G. Lorétan,* forestier cantonal à Sion.
58. „ *Isaac Marclay,* président du tribunal d'appel à Monthey.
59. M. l'abbé *Meyer,* archiviste cantonal à Sion.
60. „ *Robert Moret,* instituteur à Charrat.
61. „ *Mura,* directeur de l'école normale des garçons à Sion.
62. M. *Félix Murmann* à Sion.
63. „ *Perraudin,* rédacteur de la „Feuille d'Avis du Valais“ à Sion.
64. M. *Pfammater,* officier d'Etat civil et président à Eggerberg.
65. M. *Jacques de Riedmatten*, conseiller municipal à Sion.
66. M. le Dr en droit *Armand de Riedmatten* à Sion.
67. „ *Charles Roten,* chancelier d'Etat à Sion.
68. „ *P.-J. Rouiller,* inspecteur scolaire à Martigny-Combe.
69. M. *Albert Sauthier* à Charrat.
70. „ *Alph. Sidler,* rédacteur de la „Gazette du Valais“ à Sion.
71. M. *Ernest de Stockalper,* ingénieur à Sion.
72. „ *S. Troillet,* président du tribunal de l'Entremont à Bagnes.
73. M. *Vouilloz,* officier d'Etat civil à Finhaut.
74. „ *de Werra,* conseiller d'Etat à Sion.
75. „ *Maurice de Werra*, ancien président à St-Maurice.
76. „ rév. père *Aloyse Wind,* capucin à Sion.
77. „ *Xavier Zimmermann,* préfet du district de Sion à Sion.

Ordre du jour du 21 octobre.

1. **Discours d'ouverture** par M. **Biolley,** conseiller d'Etat.
2. **Les registres de l'Etat civil, leur origine et leur développement, ainsi que leur rapport avec la statistique.** Rapporteur: M. **Paul Hofer.**
3. **La statistique démographique en Valais et les difficultés qu'elle rencontre.** Rapporteur: M. **Ch. Bonvin.**
4. **La population du canton du Valais représentée par des tableaux graphiques.** Rapporteur: M. **Georges Lambelet.**

Ordre du jour du 22 octobre.

5. **Statistique de la viticulture en Suisse.** Rapporteur: M. **E.-W. Milliet,** directeur de la régie des alcools.
6. **Les résultats de l'examen pédagogique des recrues dans le canton du Valais pendant les 20 dernières années.** Rapporteur: M. le chanoine **X. de Cocatrix.**

Dans le cas où la discussion sur les rapports indiqués ci-dessus ne remplirait pas toute la séance, la parole serait donnée à l'un ou à l'autre des rapporteurs pour les communications qui suivent et qui ont été également annoncées.

MM. les Drs *Ernst* et *Hans Anderegg:* Les institutions philanthropiques du canton du Valais, au commencement du XXe siècle. (Extrait de l'ouvrage en préparation: Die philanthropischen Institutionen der Schweiz am Anfang des XX. Jahrhunderts.)

Herr Pfarrer *Imesch:* Monographie der Pfarrei Naters.

Herr Pfarrer *Ad. Biderbost:* Monographie der Gemeinde Ernen.

Herr Pfarrer *Emil Clausen:* Monographie der Pfarrei Mörel.

M. *Auguste Michaud,* instituteur: Monographie de la commune de Champéry.

M. *Ed. Dérivaz,* secrétaire communal: Monographie de St-Gingolph-Valais.

M. l'abbé *Meyer,* bibliothécaire cantonal: Les recensements de la population du Valais, de 1798 à 1900.

M. l'abbé *Meyer,* bibliothécaire cantonal: Die periodischen Walliser Druckarbeiten im XIX. Jahrhundert.

MM. *Eugène Pittard* et *Otto Karmin:* La taille humaine dans le canton du Valais.

Département de l'Intérieur: L'émigration dans le Valais. (Fera suite au travail de M. l'abbé Meyer sur les recensements de la population.)

M. *le curé de Courten:* Les migrations temporaires de la population du Valais.

M. *Rauchenstein,* ingénieur agricole: Notice statistique sur les bisses en Valais.

M. *F. Giroud,* secrétaire agricole: L'arboriculture dans le Valais.

M. *F. Giroud,* secrétaire agricole: L'exportation du raisin et des vins valaisans.

M. *F. Giroud,* secrétaire agricole: Les résultats du dernier rencensement du bétail dans le canton du Valais.

M. *F. Giroud,* secrétaire agricole: Les alpages dans le Valais.

Département de l'Intérieur: Notice sur le prix des denrées alimentaires les plus importantes dans le Valais et leur importation et exportation.

Département de l'Intérieur: Les salaires des ouvriers agricoles dans le Valais.

M. *Camille Favre,* vétérinaire d'arrondissement: Notice statistique sur les épizooties en Valais.

M. le chanoine *Duc,* directeur de l'école d'agriculture: Notice sur l'école d'agriculture d'Ecône.

M. *Lorétan,* inspecteur forestier cantonal: La sylviculture en Valais.

MM. *L.* et *O. de Werra:* Activité des établissements valaisans de pisciculture de 1895—1906.

Département des travaux publics: Les voies de communication en Valais.

Département des travaux publics: Les forces motrices en Valais.

M. *W. Hœnni,* secrétaire cantonal des apprentissages: Notice sur les industries en Valais.

M. *Jules Emonet,* avocat et publiciste: Statistique de l'industrie hôtelière dans le canton du Valais.

M. *H. Leuzinger*, avocat: Notice statistique sur les guides de montagne en Valais.

Herr Dr. *A. Bayard,* Kur- und Spitalarzt: Der Armenspital im Leukerbad.

Rév. *Sœur Bernalde,* directrice: Notice statistique sur l'Institut des sourds-muets à Géronde (Sierre).

M. le Dr *Repond,* médecin de la maison de santé: Notice statistique sur la maison de santé de Malévoz (Monthey).

M. *Bruno Hildebrand,* statisticien à la régie des alcools: Emploi de la dîme de l'alcool dans le canton du Valais de 1891—1905.

M. *Henri Volluz,* caissier central des fédérations valaisannes de secours mutuels: Statistique des sociétés de secours mutuels du canton du Valais en 1906.

M. *Ch. de Preux,* directeur du pénitencier: Notice statistique sur le pénitencier et les prisons en Valais.

M. *F. Giroud,* secrétaire agricole: Statistique des sociétés de tir, de chant, de musique, de gymnastique, etc., dans le canton du Valais.

Séance du 21 octobre 1907

à la salle du Grand Conseil.

Présidence de M. **Bioley,** conseiller d'Etat.

La séance est ouverte à 9¼ heures par M. le *Président,* qui prononce le discours suivant:

Très honorés Messieurs,

Je me fais un devoir avant tout, de vous remercier, au nom du Conseil d'Etat, de l'empressement que vous avez mis à accepter l'invitation qu'il vous a adressée de faire de notre modeste chef-lieu le siège de votre utile et pacifique congrès.

Votre présence au milieu de nous est une preuve de l'intérêt que vous portez à notre situation économique et à nos efforts pour réaliser les progrès que réclament les besoins du temps présent et la lutte

pour la vie, que ne rendent ni moins âpre ni moins difficile les découvertes que la science enregistre chaque jour, puisque la somme des exigences correspond ordinairement, si elle ne la dépasse, à celle des facilités qui s'offrent à leur satisfaction.

Aux encouragements que vous venez nous apporter, nous nous sommes efforcés de répondre en mettant sous vos yeux non pas une image complète, mais quelques modestes aperçus de notre ménage social. Dans une série de travaux, éclos sous votre souffle inspirateur, et qui sans cela se seraient, au moins pour quelques-uns, encore longtemps fait attendre, nous ferons quelques incursions dans les différents domaines de notre activité cantonale, aidés d'ailleurs du précieux concours que nous apportent ces hommes de science et d'étude qui, bien qu'appartenant à d'autres cantons confédérés, ont bien voulu choisir notre pays pour champ de leurs investigations. C'est ainsi que la constitution physique et les mœurs de nos populations ont été simultanément étudiées par M. Lambelet, qui va nous expliquer tout à l'heure les remarquables tableaux graphiques qu'il a consacrés à „La population du Valais"; par M. le curé de Courten, inspecteur scolaire, qui a montré un grand esprit d'observation dans les recherches qu'il a faites sur les habitudes nomades des habitants de certaines de nos vallées; travail considérable, qui n'a encore pu être livré à l'impression, mais dont il m'a été donné de savourer les primeurs, et dont le „Journal de Statistique" ne tardera pas trop à vous faire apprécier le mérite; par MM. E. Pittard et O. Karmin, qui se sont livrés à d'intéressantes recherches au sujet des rapports existants entre nos conditions topographiques et climatériques et la taille de nos indigènes, tandis que M. l'abbé Meyer, notre bibliothécaire cantonal, en faisant passer sous vos yeux les recensements de notre population, dès 1798 à 1900, nous dira tout à la fois et le mouvement ascensionnel de cette population, interrompu par quelques reculs locaux et passagers, et les changements nombreux et profonds survenus dans notre organisation politique et plus spécialement dans nos circonscriptions administratives.

Dans le domaine de la philanthropie, MM. les Drs Ernst et Hans Anderegg, dans un monumental ouvrage, dont le premier volume, seul encore paru, est consacré à notre canton, ont fait un exposé complet de nos „Institutions de bienfaisance". M. l'avocat Lenzinger nous parlera de l'institution si humanitaire des „Guides de montagne"; M. le Dr Bayard, de „L'Hôpital des pauvres, à Loèche-les-Bains"; M. le Dr Repond, de „La Maison de Santé de Malévoz"; la R. Sœur Bernalde, de „L'Institut des Sourds-muets de Géronde", qu'elle dirige avec tant de dévouement; M. Henri Volluz, de „Nos Sociétés de Secours mutuels"; M. le directeur de Preux, de „Notre régime pénitencier"; M. Bruno Hildebrand enfin, de „L'emploi de la dîme de l'alcool en Valais", sur laquelle la charité fait aussi un large prélèvement.

Sur le terrain éducatif, M. le chanoine de Cocatrix, membre du Conseil de l'instruction publique, consignera, dans une remarquable étude, „Les résultats de l'examen pédagogique des recrues en Valais" pendant les vingt dernières années, tandis que M. le bibliothécaire Meyer nous fera connaître „Les publications périodiques" qui ont paru dans ce même canton au cours du 19me siècle.

L'agriculture et les travaux qui s'y rapportent auront des organes compétents en MM. Giroud, secrétaire agricole, qui exposera, en les commentant, „Les résultats du dernier recensement de notre bétail", sans parler d'autres travaux auxquels il n'a pu encore mettre la dernière main; Rauchenstein, ingénieur agricole, dont le travail sur „Les bisses" ne sera certes pas un des moins intéressants; Lorétan, inspecteur forestier cantonal, qui nous entretiendra de „La Sylviculture en Valais"; le chanoine Duc, qui nous présente une intéressante notice sur „L'Ecole d'agriculture d'Ecône", qu'il dirige avec tant de succès, et C. Favre, vétérinaire, une autre sur „Les épizooties". Enfin, élargissant le cadre du tableau et sortant de nos frontières cantonales, M. E.-W. Milliet, directeur de la régie des alcools, nous dira toutes les lacunes qui restent à combler pour obtenir une statistique rationnelle, fidèle et véritablement utile de „La viticulture en Suisse".

L'industrie n'est pas oubliée: M. Hænni, secrétaire des apprentissages, nous donne une captivante „Notice sur les industries en Valais"; M. Emonet, sur „l'industrie hôtelière"; le Département des Travaux publics, sur „Les forces motrices". Ajoutons-y les intéressantes notices de M. l'ingénieur de Preux sur le développement de notre réseau ferrugineux et de nos routes carrossables, muletières et autres.

A ces travaux d'un ordre plus ou moins général, viennent s'en ajouter d'autres, qui présentent un intérêt plus ou moins local mais non moins réel, telles les monographies des paroisses de Naters et de Mörel, dues à la plume de MM. les curés Imesch et Clausen, et celles des communes d'Ernen, de Champéry et de St-Gingolph, rédigées par MM. Biderbost, curé, Michaud, instituteur, et Derivaz, secrétaire municipal.

Enfin, comme bouquet, et pour finir par le rapport qui va marquer le début de nos travaux, je salue l'exposé que va nous faire, de la „Statistique démographique en Valais" et des difficultés qu'elle rencontre, M. le Dr Charles Bonvin, si vert sous le poids des années, et d'une ardeur juvénile quand il s'agit d'être utile à son pays et à ses concitoyens. Et quand je

dis cela, ma pensée se porte aussi avec reconnaissance vers ces vétérans que vous entourez de vos respectueuses sympathies, MM. les Drs Kummer et Guillaume. Et je manquerais notamment au devoir de la plus vulgaire gratitude si je négligeais de signaler toute la part qui revient à l'initiative de l'infatigable directeur du bureau fédéral de statistique et à ses conseils éclairés dans les travaux dont je viens de faire une incomplète énumération.

Ces travaux, Messieurs, sont bien loin d'être tous d'une égale valeur. Si quelques-uns sont dignes de fixer l'attention par leur mérite intrinsèque, par le savoir et l'érudition qu'ils révèlent, par leurs judicieuses observations et les déductions que l'on en peut tirer, il en est d'autres qui présentent un bien moindre intérêt. Vous leur ferez cependant à tous un favorable accueil, car si, d'une part, il est sage d'encourager toutes les bonnes volontés, l'on ne saurait contester, d'autre part, que, jusque dans les essais qui trahissent la main la moins expérimentée, il est rare que l'on ne rencontre quelque aperçu nouveau ou quelque renseignement inédit, susceptibles eux-mêmes d'ouvrir la voie à de nouvelles découvertes. Car dans les statistiques tout se tient et tout se lie, et nulle science ne possède autant qu'elle le privilège de faire découler les effets les plus inattendus des causes souvent les plus éloignées.

Très honorés Messieurs, j'aime à me dire aussi que ce n'est pas seulement pour nous apporter vos encouragements que vous êtes accourus dans les murs de cette antique cité, qui n'est point cependant la vieille ville immobile, figée dans les souvenirs d'un passé souvent glorieux, ignorante du progrès et rebelle aux transformations que l'époque réclame. J'aime à me dire que vous devez aussi avoir été attirés sur notre sol valaisan par le souvenir d'un homme qui fut un des premiers à comprendre toutes les ressources que la statistique peut offrir et tous les avantages que l'on en peut tirer. J'ai nommé M. le chanoine Berchtold, dont vous pouvez contempler dans cette salle la douce et intelligente figure. Je n'ai point l'intention, Messieurs, de vous retracer la vie de ce savant illustre autant que modeste, dont la renommée a franchi les limites non seulement du canton qui est fier de lui avoir donné le jour, mais celles aussi de notre terre helvétique. Non, je ne ferais que répéter, pauvre écho affaibli, ce que tant de biographes ont relaté d'une voix éloquente. Permettez-moi cependant, Messieurs, d'insister sur un point, qui est le plus en rapport avec votre sphère d'activité. Il y a plus de trois quarts de siècle de cela, à une époque où la statistique était une science à peu près inconnue, Berchtold, dans une brochure intitulée „Entwurf zu einer vollständigen Statistik des Kantons Wallis“, après avoir donné la définition de la statistique et mis en relief sa signification et son importance, s'écriait: „On voyage plus facilement sans boussole sur l'Océan, on marche plus facilement sans lumière dans l'obscurité, qu'on ne peut cheminer, sans une statistique tout au moins empirique, dans les affaires de la vie ordinaire.“ Dans la première partie de son exposé, après avoir montré tout le vaste domaine que la statistique doit embrasser, il s'attache plus particulièrement à faire ressortir les services qu'elle est appelée à rendre à la géographie, à la topographie, à la chorographie, à la météorologie et à l'histoire naturelle. Puis, passant aux trésors que la terre recèle, il en examine la nature et l'utilisation au point de vue de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, ces trois principaux facteurs de la prospérité de l'Etat.

Dans la seconde partie, c'est l'homme qu'il a plus particulièrement en vue, et il recherche, avec la sollicitude que lui inspirait son grand cœur, quels sont, parmi les moyens humains, ceux qui sont le plus propres à amener et à asseoir son bien-être. Et ici encore, la statistique est appelée à jouer son rôle important. Je ne saurais mieux dire comment il la conçoit, qu'en rapportant ses propres paroles, dans leur langue originelle, et sans les amoindrir par une pâle traduction:

„Die Statistik zählt die Bevölkerung nach Indi-„viduen, nach Geschlechtern, nach dem Alter, nach „den Ständen. Sie vergleicht die Geburten mit den „Todesfällen. Sie mustert die physische und moralische „Erziehung, die Anlagen und Entwicklung eines Volkes, „den Körperbau, die Nahrung und Kleidung, die Sitten „und Gebräuche. Sie dringt in die Gefängnisse der „Verbrecher, durchwandert die Spitäler, um die An-„stalten zu würdigen, die man gegen Laster und Elend „nimmt.

„Die Statistik geht in die Lehrsäle der Hoch-„schulen und verweilt aufmerksam in den Hallen der „Gottesverehrung, um die Körner aus dem Stroh zu „lesen. Die Geschichte jedes Volkes rollt sie auf, „wägt die Gerechtigkeit und mustert die Heere. Sie „misst vorzugsweise alle Summitäten, Religions- und „Staatsverwaltung, die Quellen der Finanzen, die Höhen, „welche die Wissenschaften erreicht haben, die Vor-„kehrungen gegen Pest, Teurung, Misswachs, Land-„plagen; sie hebt jede gute Einrichtung, aber auch „jeden Mangel an derselben auf, z. B. gegen Wucher „und Verschuldungen, gegen Bettelei und Verarmung. „Sie schildert weise und törichte Vereine, Freuden-„feste und Leichenzüge; kurz alles, was auf den Wohl-„stand eines Staates fördernd oder hemmend einwirkt.“

Celui qui tenait ce langage ne voyait pas dans la statistique un simple alignement de chiffres, mais il

la considérait comme une science d'une portée sociale de premier ordre.

Prononcer le nom de Berchtold, c'est rappeler en même temps son œuvre capitale „La métrologie de la nature", qui révolutionna en quelque sorte le monde savant. „Nous demanderons, s'écriait, 1859, M. Aymar-„Bression, rédacteur en chef des „Galeries bibliogra-„phiques-historiques" de la Société de Statistique uni-„verselle, dont Berchtold faisait partie, en même temps „que de bien d'autres sociétés savantes, — nous de-„manderons comment l'Institut (section des sciences) „n'a pas encore fait connaître son opinion sur l'im-„portante découverte que nous sommes appelé à ré-„sumer en quelques pages bien insuffisantes." Et voici en quels termes Berchtold lui-même posait le problème à résoudre: „Existe-t-il un rapport entre la „grandeur de la terre et sa rotation qui, par calcul „décimal, réunisse en une seule mesure primitive „toutes les mesures du temps et de l'espace, et qui „forme un seul et parfait système météorologique, basé „sur la nature elle-même?"

Berchtold était donc à la recherche d'un principe exempt d'arbitraire, universellement applicable, reconnu de tous, et d'où l'on puisse tirer une mesure fondamentale. Le cadre d'un discours ne me permet pas, ne fût-ce que pour en donner un faible résumé, d'entreprendre l'exposé de cette découverte, dont les sociétés savantes de l'Europe ne devaient plus tarder à s'emparer. Qu'ajouterais-je d'ailleurs, que vous ne sachiez mieux que moi, notamment la large part qui lui revient dans l'unification des poids et mesures sur la base du système décimal, en faveur de laquelle il adressa un éloquent plaidoyer aux autorités fédérales et cantonales.

Mais de tous ses titres de gloire, celui qui fait à Berchtold la plus brillante auréole est sans contredit l'ardent amour qu'il vouait à l'humanité souffrante. Il devait en donner une dernière preuve en faisant des pauvres les héritiers de sa modeste fortune. Et ne voulant pas rogner sur ce legs de la charité, il demandait à l'Etat de pourvoir aux frais de ses funérailles. On les fit avec pompe. C'était bien le moindre hommage de reconnaissance que lui pouvaient donner ses concitoyens.

M. Bioley associe, en passant, le souvenir du R. P. Furrer à celui de M. Berchtold, qu'il ne suivit d'ailleurs qu'à une respectueuse distance, puis, revenant au savant chanoine, il termine en ces termes:

„Messieurs,

„C'est sous les auspices de cette noble figure, qui planera sur nos travaux, que je déclare ouvert votre XVIIme congrès. Puisse-t-il être, pour notre pays, le point de départ d'une étape nouvelle dans la voie du progrès." — (Applaudissements prolongés.)

Le premier objet à l'ordre du jour traite des

Registres de l'Etat civil, de leur origine et de leur développement, ainsi que de leur relation avec la statistique.

C'est Monsieur **Paul Hofer,** fonctionnaire au Département fédéral de justice et police, qui expose cette question avec une grande compétence. Nous nous bornons ici à renseigner le lecteur qu'il trouvera ce discours, qui a été fort applaudi, à la page 427 du 1er volume du Journal de statistique de cette année.

Monsier le président donne de suite la parole au co-rapporteur Monsieur le D^r^ **Ch. Bonvin** qui d'exprime en ces termes:

Chargé de rechercher les causes du faible pourcent que présente le canton du Valais dans les attestations médicales des décès, je dois en premier lieu jeter un coup d'œil sur la carte de notre pays. C'est une grande vallée, s'étendant de St-Gingolph à Brigue, avec 12 vallées latérales savoir: Conches, Binn, Saas, St-Nicolas, Lœtschen, Loèche-bains, Anniviers, Hérens, Bagnes, Entremont, Salvan et Val d'Illiez. En hiver, plusieurs de ces vallées sont parfois inabordables pendant 2 à 3 semaines, à cause de la grande quantité de neige; citons le sommet de Conches, Binn, Saas, Zermatt, Lœtschen.

37 médecins desservent le pays, échelonnés de la manière suivante:

1 à Conches (Münster)	3 à Loèche
3 à Brigue	4 à Martigny
1 à Rarogne	1 à Bagnes
2 à Viège	1 à Entremont
4 à Sierre	2 à St-Maurice
2 à Montana (Sanatorium)	4 à Monthey
8 à Sion	1 à Val d'Illiez

Quatre vallées latérales ont un médecin résidant, ce sont: Conches (Münster), Bagnes, Entremont (Bourg-St-Pierre), Trois-Torrents. Cinq vallées n'ont pas de médecins, ce sont: Saas, Zermatt, Lœtschen, Anniviers et Hérens. La vallée de Viège est desservie par les 2 médecins de Viège; Lœtschen, par Rarogne ou Loèche; Anniviers, par Sierre et Hérens par les médecins de Sion.

Examinons maintenant les distances à parcourir:

Sion	à Evolène . . .	29	km.
„	à Houdères . .	32	„
„	à St-Martin . .	20	„
„	à Hérémence . .	20	„
Viège	à Zermatt . . .	35	„
„	à Saas-Fée . .	36	„
Sierre	à Grimentz . .	29	„

Quatre vallées n'ont pas de route à char, ce sont: Binn, Viège, St-Nicolas, Saas, Lœtschen. En hiver, dans les autres vallées, les routes sont souvent impraticables pour le char et le traineau; on est alors forcé de recourir au mulet. Etre 13 heures en selle dans une journée, n'est pas un plaisir pour un médecin par 10° ou 15° de froid. Notons encore que les routes à char ne passent pas par tous les villages; ainsi les vallées d'Hérens, de Hérémence, Nax, Vernamiège, Mage, St-Martin, n'ont qu'un chemin muletier. Il en est de même dans beaucoup de nos villages. Donc, absence de médecins dans les vallées; grandes distances à parcourir entre médecin et malade, difficultés des routes, voilà trois facteurs qui rendent la statistique difficile, et qui ouvrent un vaste champ d'exploitation aux mages et aux rebouteurs. C'est dans ces vallées que vous rencontrez depuis un temps immémorial des hommes et des femmes qui, de père en fils, à la vue d'un flacon d'urine vous disent, vous avez telle maladie, et vous donnent une ordonnance dans laquelle la poudre de talon et le sirop de serpent ne manquent presque jamais.

Un 4me facteur du faible pourcent des décès attestés est apporté par les enfants. Il est rare que l'on consulte un médecin pour un enfant malade.

Dans ces conditions, ne vous étonnez plus, Messieurs, que la statistique soit boiteuse et que les certificats médicaux soient rares. Notre paysan est économe et, disons-le sans fard, il n'est pas riche; il cherche le bon marché, même dans la médecine, et prend la statistique pour un rouage inutile. Voilà pourquoi Hérens n'offre que 22.2% de certificats médicaux, et quelques autres districts moins que la moitié des décès. Voulez-vous exiger que le paysan parcoure deux fois 30 à 35 kilomètres pour chercher une déclaration de décès, qu'il affronte le mauvais temps, le danger des avalanches? Je ne le pense pas. Si vous voulez, Messieurs, que la statistique soit plus exacte, il vous faut modifier le „modus faciendi". Primo, il faut que le certificat de décès du médecin soit gratuit; secondo, qu'il soit demandé par l'officier de l'état civil directement par lettre officielle au médecin traitant, là où il fut consulté. Vous aurez ainsi une amélioration notable dans la déclaration des décès; plus vous pourrez ouvrir une autre statistique, celle des gens que l'on laisse mourir sans soins médicaux.

On a voulu comparer notre canton avec celui des Grisons qui, en 1905, accuse 86% d'attestations médicales des décès, tandis que le Valais n'arrive qu'au chiffre de 57%.

Pour faire une juste comparaison, les parties doivent se trouver dans des conditions semblables. Dans le canton des Grisons, les vallées latérales sont toutes pourvues de bonnes routes à char, ouvertes pendant tout l'hiver. Chaque vallée a son médecin, qui reçoit un „Wartgeld" fixe, et souvent le logement et le bois pour son usage. En Valais, un seul district donne un subside à un médecin, c'est celui de Conches. L'esprit de mutualité du peuple rhétien s'est malheureusement arrêté à Reckingen et n'a pu, jusqu'à présent, prendre racine ailleurs en Valais. — Toutefois, le cordon de la sonnette d'alarme a été tiré. Nos stations alpestres ont des médecins résidents pendant l'été; le paysan est heureux de pouvoir consulter un docteur sur place, et regrette d'en être privé pendant l'hiver.

L'idée d'un médecin permanent dans nos vallées latérales gagne tous les jours du terrain; espérons que dans un avenir prochain, elle pourra se réaliser. Nous serions heureux si ce faible rapport pouvait être un stimulant pour faire examiner la question par les administrations communales; nous aurions la satisfaction d'avoir contribué à une bonne œuvre[1]).

Nombre proportionnel
des décès avec attestation médicale dans les districts du canton du Valais en 1905.

District	de	Loèche	83.2 %
„	„	Sion	80.6 %
„	„	Brigue	75.7 %
„	„	Sierre	72.3 %
„	„	Monthey	69.5 %
„	„	Conches	57.1 %
„	„	Martigny	55.8 %
„	„	Viège	47.3 %
„	„	St-Maurice	43.0 %
„	„	Rarogne	39.8 %
„	„	Conthey	24.7 %
„		d'Entremont	22.9 %
„		d'Hérens	22.2 %

M. le *Président* adresse ses remerciements au rapporteur pour ses recherches consciencieuses et ouvre la discussion sur cette question à l'ordre du jour.

M. le Dr **J. J. Kummer:**

Bei der Diskussion dieser volkswirtschaftlichen Angelegenheit werden Sie sich nicht daran stossen, wenn ich den Menschen ein *Kapital* nenne; ja die

[1]) Depuis la présentation de ce rapport, la question des médecins résidents a fait un grand pas. La partie inférieure de la vallée de Conches vient d'engager un second médecin avec résidence à Fiesch. On parle chaudement de suivre cet exemple dans la vallée de Viège. On voit que les idées philanthropiques gagnent du terrain dans notre pays, et si les statisticiens veulent avoir un peu de patience, nous leur montrerons dans un avenir prochain un meilleur résultat dans le pour-cent des causes des décès.

Einwohner eines Landes sind geradezu das wertvollste, das *Hauptkapital* eines Landes, dessen Arbeitswert den andern Gütern des Landes erst ihren Wert verleiht.

In einem im Jahre 1871 in New York erschienenen Werke über die Einwanderung konnte daher gesagt werden, jeder erwachsene Einwanderer habe für das Land einen Wert von 1000 Dollars, daher die damaligen Begünstigungen der Einwanderung.

Zu einem ähnlichen Resultate kam der damalige Leiter der preussischen Statistik, Dr *E. Engel.* In seiner Schrift „Der Wert des Lebens" schätzt er die Erziehungskosten des gewöhnlichen mit Primarschulbildung versehenen Arbeiters auf 1000 Taler. Diese Summe, sagte er, hat die Gesellschaft auf die Erziehung des Arbeiters oder der Arbeiterin verwendet. Diese Summen müssen durch ihre Arbeitskraft erübrigt werden, um die *Nachfolger* dieser Arbeitskräfte zu erziehen, wenn diese mit Tod abgehen.

Die *Volkszählungen* sind nichts anderes als *Inventaraufnahmen* für diese Art von Werten, welche früher meist aus militärischen, jetzt auch aus andern Motiven mehr volkswirtschaftlicher Natur veranstaltet werden. Dass eine für das Landeswohl besorgte Regierung von Zeit zu Zeit diese statistische Aufnahme wiederhole, ist heutzutage ein selbstverständliches Postulat.

Ein Geschäftsmann begnügt sich nicht damit, von Zeit zu Zeit durch eine neue *Inventaraufnahme* sich über die Zu- oder Abnahme seines Vermögens zu belehren; er will auch wissen, durch *welche* Geschäfte er gewonnen und durch welche er nichts gewonnen, vielleicht sogar verloren hat. Zu diesem Zwecke erstellt er alljährlich eine ins Einzelne gehende *Gewinn- und Verlustrechnung.*

Eine solche ist auch in der Bevölkerungsstatistik notwendig; die Inventaraufnahme durch die Volkszählungen genügt nicht. Freilich, solange die Volkszählungen nur dazu da sind, um die Zahl der waffenfähigen und stimmfähigen Bürger, die Zahl der zu wählenden Repräsentanten eines Bezirks oder Kantons, die Summe gewisser Bezüge von seiten des Bundes (Alkoholsteuer, Alkoholzehntel, Schulsubvention etc.) zu ermitteln, genügen die Volkszählungen für sich. — Aber wir wollen jetzt mehr von denselben vernehmen, wir wollen die Ursachen der Veränderungen im Menschenkapital — durch Geburten und Sterbefälle, Ein- und Auswanderung — kennen lernen; das ist die Gewinn- und Verlustrechnung auf dem Gebiete der Bevölkerungswissenschaft.

Wozu das? sagten bisher die für statistische Arbeiten nicht aufgelegten Führer von Zivilstandsregistern und ihre Regierungen. Das seien ja stets dieselben langweiligen, nichtssagenden Zahlenergebnisse, an welchen der Mensch nichts ändern könne.

Andere Regierungen, schweizerische und ausländische, sind längst anderer Ansicht; schon im 18. Jahrhundert haben geistvolle Männer in den Kantonen Zürich, Basel, dem heutigen Kanton Waadt, sowie in England, Deutschland, Frankreich in den Zivilstandsregistern eine Fundgrube volkswirtschaftlicher Studien entdeckt und diese Fundgrube ausgebeutet. Jedoch konnte vor dem Jahre 1874 infolge der Buntscheckigkeit in der Organisation der Zivilstandsregisterführung keine die ganze Schweiz umfassende einlässliche Zivilstandsstatistik, wie sie grössere Staaten längst besitzen, ausgeführt werden, trotz mehrfacher Anläufe einzelner Gelehrter und des eidgenössischen Departements des Innern und seines statistischen Bureaus seit 1850, bezw. seit 1860.

Dies hatte zur Folge, dass, als aus andern Gründen privatrechtlicher Natur eine für die ganze Schweiz geltende einheitliche Fassung der Zivilstandsregisterführung und Eheschliessung durch Art. 53 und 54 der Bundesverfassung von 1874 vorgeschrieben wurde, in dem betreffenden Bundesgesetze vom 24. Dezember 1874 über Zivilstand und Ehe (Art. 51, *e*) auch die Grundlage für eine durch den Bund selbst auszuführende Zivilstandsstatistik gelegt worden ist, für welche die Zivilstandsbeamten nur die nötigen Auszüge (eine ganz mechanische Arbeit), und zwar gegen angemessene Bezahlung zu liefern haben. Das in Ausführung des Art. 34, Absatz 2, der Bundesverfassung erlassene Bundesgesetz über das Auswanderungswesen vom Dezember 1880 verschaffte dem eidgenössischen statistischen Bureau auch die für die Statistik der überseeischen Auswanderung notwendigen Zählkarten.

Nachdem wir so nach dem Vorbilde des englischen Gesetzes von 1837 für eine einheitliche Zivilstandsregisterführung und eine auf dem statistischen Zentralbureau auszuzählende Zählkarte gesorgt hatten, waren wir in der Lage, auch in der Zivilstandsstatistik dem vorzüglichen Vorbilde Englands zu folgen.

Welche wertvollen Lehren konnten wir nicht aus dieser Statistik ziehen!

In der jährlichen Zahl der Eheschliessungen und Geburten erkannte der Volkswirt nunmehr weder eine Folge des blinden Zufalls, noch das absolute Walten einer sexuellen Notwendigkeit. Wenn auch junge Leute von 20 Jahren oft ganz von der Herrschaft sexueller Triebe geleitet erscheinen, so sind das Ausnahmen. Die Regelmässigkeit, mit welcher bei landwirtschaftlichen oder industriellen Krisen in den betroffenen Bevölkerungen die Zahl der jährlichen Eheschliessungen und der Geburten abnimmt, zeigt dem Volkswirt die noch jetzt in der Volksmasse vorhandene Vorsicht in sexueller Beziehung und lässt ihn in der Zivilstandsstatistik einen sichern Barometer zur Erkenntnis der ökonomischen Witterung finden.

Auch die Sterblichkeitsstatistik im grossen betrachtet lehrt uns weder das Walten des blinden Zufalls noch das eines unabänderlichen Schicksals, sondern die Folgen der Vernachlässigung der Hygiene im Bau und Unterhalt der Wohnungen, in der Zubereitung der Lebensmittel, in der Lebensführung (Arbeit, Genuss, Schlaf, Folgen unreiner Luft, schlechten Wassers etc.). Die Bundesverfassung enthält Vorschriften in Art. 69 und Art. 69bis, und Art. 34, Absatz 1, welche den Bund verpflichten, gegen sanitätswidrige Zustände verschiedener Art Massregeln zu ergreifen. Wie in England, so war auch bei uns die Mortalitätsstatistik die Führerin bei der Gesetzgebung über Epidemien, Fabriken und von Sanitätsgesetzen überhaupt. Natürlich musste diese Statistik sich namentlich mit den *Todesursachen* einlässlich beschäftigen, und dazu musste auch die Zivilstandsstatistik behülflich sein.

Diese Statistik hat dann aber auch zuerst in England, dann in der dem guten und erfreulichen Beispiele Englands folgenden Schweiz einen schönen Beweis von den Wirkungen der Fabrik- und der übrigen Sanitätsgesetze geliefert. Die durchschnittliche Sterblichkeit in der Schweiz betrug auf 1000 Einwohner

im Jahrzehnt 1871/1880: 23.5
„ „ 1881/1890: 20.9
„ „ 1891/1900: 18.9

(Wir entnehmen diese Zahlen einer bemerkenswerten statistischen Arbeit von Prof. Dr. Ad. Vogt: „Ein Rückblick auf die Sterblichkeitsverhältnisse in der Schweiz“ in der Zeitschrift für schweizerische Statistik, Jahrgang 1904, II, Seite 32.)

Nachdem bereits die von den kantonalen Zivilstandsregisterführern gelieferten Daten die Berechnung von *Mortalitätstafeln* und Absterbeordnungen ermöglicht haben, welche den schweizerischen Lebensversicherungsgesellschaften als technische Grundlagen dienten, hat auch die eidgenössische Zivilstandsstatistik von Anfang an sich mit dieser Aufgabe befasst, und zwar mit gutem Erfolge.

Nachdem nunmehr für alle Geburten und Todesfälle in der Schweiz Zählkarten an das eidgenössische statistische Bureau gelangen, ist es auch im stande, diese Geburten und Todesfälle und den daherigen Geburtenüberschuss für die Schweizer und für die nichtschweizerischen Einwohner gesondert zu berechnen, sind wir auch in der Lage, mit ziemlicher Genauigkeit die Grösse der Zahl der Auswanderer von Schweizern und der Einwanderung von Ausländern von einer Volkszählung zur andern zu berechnen. In der Publikation der Resultate der Volkszählung von 1880 (Band I, Seite XVI-XX) habe ich gezeigt, wie diese Rechnung gemacht wird und welches Resultat sie damals ergab. Das damalige Resultat war folgendes:

Während im Jahrzehnt 1871/80 zirka 69,930 Schweizer ausgewandert sind, haben sich zirka 56,541 weitere Ausländer in der Schweiz festgesetzt. Also ein Verhältnis von vier fremden Einwanderern auf fünf schweizerische Auswanderer! Seither ist diese komplizierte Rechnung nicht wiederholt worden. Nach der Volkszählung von 1900 war solches absolut unmöglich, indem die eidgenössische Betriebszählung vom Jahre 1905 zu einer Zeit angeordnet und ausgeführt wurde, bevor die Resultate der Volkszählung vom Jahre 1900 zur Hälfte publiziert waren. Doch darf ich behaupten, dass die Einwanderung Fremder in die Schweiz nunmehr ganz bedeutend die Auswanderung der Schweizer ins Ausland übersteigt.

Wir bemerken dies übrigens schon ohne diese zeitraubenden Berechnungen aus folgenden Daten: Vom März 1850 bis Dezember 1900 stieg in der Schweiz die Gesamtzahl der Einwohner von 2,392,740 auf 3,315,443, sie nahm also nicht einmal ganz um einen Drittel zu; in demselben halben Jahrhundert wuchs jedoch die Zahl der Ausländer von 71,570 auf 383,424, d. h. auf das $7^1/_3$fache. Noch schlagender ist folgende Vergleichung:

Von der Volkszählung vom Dezember 1888 bis zu derjenigen vom 1. Dezember 1900 stieg die Zahl der Schweizer in der Schweiz um 243,913 Seelen, dagegen diejenige der Ausländer um 153,774.

Die Ausländer bildeten also schon am 1. Dezember 1900 11.5 %, d. h. über $^1/_9$ der schweizerischen Wohnbevölkerung. Da dieselben in ihrer Mehrheit den produktivsten Altersklassen angehören, so fällt ihre Anzahl im Gewerbe noch viel stärker ins Gewicht. In der Tat, man muss staunen über die hohe Prozentziffer, welche die fremden Arbeiter und Arbeiterinnen in gewissen Gewerben erreicht haben. Nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1900 kamen auf *100 Erwerbstätige* in den Berufsgruppen:

Bergbau und sonstige Ausbeutung der toten Erdrinde 43 Ausländer, Herstellung von Baustoffen, Bau und Einrichtung von Wohnungen 31 Ausländer, Chemische Herstellung von Gebrauchsgegenständen und Nahrungsmitteln 20 Ausländer, Vervielfältigung von Schriften und Zeichnungen, Herstellung von Büchern und andern Papierarbeiten 21 Ausländer u. s. w.

Hat man nicht in den Fünfzigerjahren, als die Kartoffelkrankheit vorübergehende Notstände erzeugte, über eine angebliche *Übervölkerung* geklagt und haben nicht damals manche Gemeinden ihre Bürgergüter angegriffen oder die Nutzungen aus denselben für Jahrzehnte antizipiert, um die angeblich überflüssige oder überschüssige Bevölkerung nach überseeischen Ländern abzuschieben, in der Meinung, damit auch die Armennot zu bekämpfen?!

Der schliessliche Überschuss der Einwanderung über die Auswanderung beweist, dass in der Schweiz nicht zu viel Arbeitskräfte vorhanden sind, dass man sie fortschaffen oder sogar mit Bundesmitteln zum Fortziehen ermutigen müsste. Arbeit ist sichtlich noch jetzt im Überflusse bei uns vorhanden, und man kann sie ohne Staatshülfe finden, ohne in diesem Rechte gehindert zu sein. Der Arbeiter muss sich jedoch nach dem Bedürfnis einrichten und demselben zu genügen suchen. Man kann weder dem Handwerker noch dem Bauer den Gebrauch der Maschinen, eben so wenig den fremden Arbeiter verbieten, wenn dadurch die Produktion gefördert wird. Nur dadurch entstehen müssige Hände, wenn die Menschen sich nicht nach den neuen Erwerbsverhältnissen einrichten, nicht neue Arbeit erlernen und sich an dieselbe gewöhnen wollen, obschon solches notwendig ist. Für Lerngelegenheiten ist freilich zu sorgen und die Behörden helfen mit, was recht und gut ist, auch die Bundesbehörden. Dass dies lange vernachlässigt wurde und zu wenig Gelegenheit da war, um die in der Landwirtschaft überzählig gewordenen Arbeitskräfte zu den wachsenden Verdienstgelegenheiten in der Industrie, Handel und Verkehr überzuleiten, das ist die Quelle der Verlegenheiten in der Arbeitsverteilung.

Das sind einige Resultate der Statistik der Bevölkerungsbewegung, welche durch das eidgenössische Zivilstandsgesetz ermöglicht worden ist.

M. Meisser, archiviste cantonal: Indem ich auch meinerseits den Herren Dr. Hofer und Dr. Bonvin Dank ausspreche für ihre trefflichen Arbeiten und die uns gebotenen Aufschlüsse, danke ich Herrn Dr. Hofer insbesondere noch für die rücksichtsvolle Behandlung derjenigen Staatsschreiber und Staatsarchivare, die ihm auf die an sie gestellten Fragen keine Antwort erteilten. Auch ich habe nämlich aus hier nicht zu erörternden Gründen eine Beantwortung seines Schreibens unterlassen. Um jedoch Versäumtes soweit als möglich nachzuholen, teile ich Ihnen in Kürze folgendes mit:

Die im Kanton Graubünden noch vorhandenen Kirchenbücher reichen nicht sehr weit zurück, nur sehr wenige bis in die zweite Hälfte des 16. Jahrhunderts, die meisten bis 17. und 18. Jahrhundert. Zweifellos sind die vorhandenen Kirchenbücher aber nicht die ältesten, die in Graubünden bestanden haben, dieselben sind jedoch spurlos verschwunden, viele sind verbrannt in Stürmen, die manchmal unser Land durchzogen, oder bei andern unglücklichen Ereignissen, manche wohl auch infolge schlechter Behandlung und Aufbewahrung auf sonst eine Weise zu Grunde gegangen.

Die erste Nachricht, welche ich über die Führung von Kirchenbüchern bis jetzt im Staatsarchiv von Graubünden gefunden habe, stammt aus dem Jahre 1827. Damals berichtete die Obrigkeit der nur eine politische Gemeinde bildenden, aber 6 Kirchgemeinden umfassenden Landschaft Davos dem Kleinen Rate, es sei die Einrichtung getroffen worden, dass in das Kirchenbuch der Hauptgemeinde Davos-Platz alle Taufen, Konfirmationen, Eheabschlüsse und Todesfälle, welche innerhalb der ganzen Gemeinde vorkommen, eingetragen werden sollen, während in die Register der übrigen 5 Kirchgemeinden nur die innerhalb einer jeden derselben sich ereignenden kirchlichen Fälle eingeschrieben werden. Es geht aus diesem Berichte hervor, dass auch die staatlichen Behörden Gewicht legten auf die Führung richtiger Personenstandsregister.

1836 fasste unser Grosser Rat, nachdem zuvor der Kleine Rat sich mit den kirchlichen Behörden verständigt hatte, einen Beschluss, welcher sämtliche Pfarrgemeinden des Kantons verpflichtete, einheitliche tabellarische Tauf-, Konfirmations- bezw. Firmelungs-, Ehe- und Sterberegister einzuführen, die in protestantischen Gemeinden in deutscher oder italienischer, in katholischen Gemeinden in lateinischer Sprache geführt werden sollten. In den für die katholischen Gemeinden bestimmten Registern wurde gestattet, „ausser den in den vorgeschlagenen Tabellen angegebenen politischen Rubriken auch allfällig andere, auf den Ritus bezügliche Angaben, jedoch immer in tabellarischer Ordnung aufzunehmen“. Nicht geboten, aber empfohlen wurde den Gemeinden die doppelte Führung dieser Register, und denjenigen Gemeinden, welche sich hierzu verpflichteten, das zweite Exemplar um die Hälfte des Preises verabfolgt. Endlich wurde der Kleine Rat beauftragt, in der diesfalls zu erlassenden Publikation die Vorsteher jeder Gemeinde aufzufordern, dass sie alljährlich die von ihren Pfarrern geführten Register untersuchen.

Der Kleine Rat unterliess jedoch die Ausführung dieses Auftrags, sei es, weil er sich sagte, die Gemeindevorsteher kämen ihrer Verpflichtung doch nicht nach, oder sei es, weil er der Ansicht war, dass eine solche Untersuchung wertlos wäre, und so blieb denn diese Vorschrift gleich von Anfang herein nur auf dem Papiere. Dagegen haben schon vor der Einführung der neuen Kirchenbücher im reformierten und katholischen Landesteil periodisch und jeweilen, wenn ein Pfarrwechsel eintrat, durch dazu gewählte Geistliche sehr eingehende Visitationen der Pfarrarchive stattgefunden. Das Hauptaugenmerk musste bei diesen Visitationen auf formelle Dinge gerichtet werden, ob alle Rubriken ausgefüllt, jeder Konfirmand das vorgeschriebene Alter erreicht, bei Eingehung von Ehen die gesetzlichen Vorschriften gebührend berücksichtigt, bei Beerdigungen die vorgeschriebene Zeit eingehalten worden, sowie ob alle Belege für die gemachten Eintragungen vorhanden seien.

Eine Gewähr dafür, dass wirklich alle Fälle registriert wurden, boten diese Visitationen natürlich nicht, doch haben sie jedenfalls viel dazu beigetragen, dass die Eintragungen ordentlich besorgt wurden, und es ist darum zum Teil ihnen zuzuschreiben, dass die Registerführung im grossen und ganzen eine gute war.

Durch Grossratsbeschluss vom 3. Juni 1857, veranlasst durch eine Anregung der reformierten Synode, wurden die Gemeinden des Kantons verpflichtet, bis 1. Januar 1859 bezw. 1860 möglichst vollständige und genaue Bürgerregister nach einem vom Kleinen Rate aufzustellenden Formular zu errichten und dieselben sodann pünktlich fortzuführen, und die Kreisämter beauftragt, darüber zu wachen, dass es geschehe, und dem Kleinen Rate über den Befund jeweilen Bericht zu erstatten. Diese Bürgerregister bilden eine sehr wertvolle Ergänzung der Kirchenbücher und der 1876 eingeführten Zivilstandsregister und leisten namentlich treffliche Dienste für die Beurkundung des Bürgerrechts.

Wenn ich im folgenden noch auf die ärztliche Bescheinigung der Todesursachen zu sprechen komme, so muss ich leider konstatieren, dass in dieser Beziehung Graubünden im Range sehr weit zurücksteht. In den drei fünfjährigen Perioden 1881/1885, 1886/1890, 1891/1895 standen ihm nur die Kantone Uri, Appenzell I.-Rh. und Wallis nach, in den Perioden von 1896/1900 und 1901/1905 wurde es auch von Appenzell I.-Rh. überholt, so dass es seither den drittletzten Rang unter sämtlichen Kantonen einnimmt. Immerhin hat das durchschnittliche Resultat sich fortwährend gebessert, in der Periode von 1881/85 machten die ärztlich bescheinigten Todesursachen noch nur 66 % aus, 1886/90 71 %, 1891/95 75 %, 1896/1900 81 % und 1901/05 86 %. Innerhalb des Kantons weisen die einzelnen Bezirke grosse Unterschiede untereinander auf. In der Periode 1901/05 wurden im Bezirk Münsterthal die Ursachen sämtlicher Sterbefälle ärztlich bescheinigt, der Bezirk Bernina wies 99,5 %, der Bezirk Maloja 98,6 %, der Bezirk Moësa 95,6 %, der Bezirk Plessur 94,4 %, der Bezirk Unterlandquart 92 %, der Bezirk Oberlandquart 91,8 % bescheinigte Todesursachen auf, der Bezirk Glenner dagegen nur 69,8 % und der Bezirk Vorderrhein gar nur 59,8 %. Im Jahre 1906 hatten die Bezirke Münsterthal und Bernina keine Todesfälle, deren Ursachen nicht bescheinigt waren, der Bezirk Vorderrhein aber 49,2 %, also volle 9 % mehr als von 1901/1905.

Die Gründe dieser grossen Zahl unbescheinigter Todesursachen sind leicht erklärlich. Einmal sagen sich die Leute: Wozu auch noch den Arzt holen und Geld ausgeben, wo er nichts mehr helfen kann? Dass die richtige Erkenntnis der Todesursache im allgemeinen Interesse liegt und deshalb von grossem Wert sei, vermögen sie noch nicht einzusehen, zum Teil wohl darum nicht, weil man sie darüber noch zu wenig aufgeklärt hat. Hierzu kommen aber noch wesentliche andere Gründe. Diese liegen in der Kleinheit vieler unserer Gemeinden, in der grossen Entfernung derselben voneinander, oder mit andern Worten in der spärlichen und dünnen Bevölkerung grosser Gebiete unseres Kantons und in den dadurch notwendig bedingten hohen ärztlichen Besuchstaxen. In dünn und spärlich bevölkerten Gegenden lässt sich kein Arzt nieder, wenn ihm nicht vertraglich wenigstens ein Minimum von Einnahmen zugesichert wird, und es ist sehr begreiflich, dass er für einen Besuch in einer weit abgelegenen Gemeinde oder einem an hoher Bergeshöhe gelegenen, jeder Strassenverbindung entbehrenden Dörfchen oder Weiler eine Taxe rechnen muss, die einem nur schwach bemittelten Bauern fast unerschwinglich erscheint und jedenfalls da immer zu hoch befunden wird, wo der Arzt in der Tat nichts mehr helfen kann.

Schon aus der Tatsache, dass die 104 Ärzte, welche im Jahre 1906 im Kanton Graubünden praktizierten, in nur 38 Gemeinden wohnten, ersehen Sie, dass dieselben sehr ungleich verteilt sind auf das grosse Gebiet unseres Kantons. Wenn ich Ihnen ferner sage, dass es im Bezirk Oberlandquart schon auf 458 Einwohner einen Arzt trifft, im Bezirk Maloja auf 513, im Bezirk Plessur auf 561, im Bezirk Münsterthal auf 752, im Bezirk Glenner dagegen auf 5243 erst, und dass zudem die *beiden* in diesem sehr ausgedehnten Bezirke etablierten Ärzte in Ilanz wohnen, wird es Ihnen sehr klar werden, dass die ärztlichen Taxen in vielen Gemeinden unseres Kantons hohe sein müssen. Wir können die 224 Gemeinden unseres Kantons in bezug auf die Arzttaxen in sechs verschiedene Gruppen einteilen. In die I. Gruppe fallen die 38 Gemeinden, in welchen Ärzte wohnen, und 34 weitere, die entweder nicht mehr als 3 km Wegstrecke vom Wohnorte eines Arztes entfernt liegen, oder durch Auswerfung eines Wartgeldes sich eine billige Taxe gesichert haben. Laut der Taxordnung des kantonalen Ärztevereins kostet ein ärztlicher Besuch in diesen 72 Gemeinden, die eine Volkszahl von 62,750 repräsentieren, für Unbemittelte bei einer Entfernung bis auf 1 km Fr. 1. 50, bis auf 2 km Fr. 2 und bis auf 3 km Fr. 3. Unter diesen Gemeinden befinden sich mehrere, die infolge Bezahlung eines Wartgeldes für alle ihre Einwohner, auch die Wohlhabenden, sich noch billigerer Taxen erfreuen.

In die II. Gruppe fallen 21 Gemeinden mit zusammen 3643 Einwohnern. Es sind das fast ausnahmslos Gemeinden, die dem Arzte ein Wartgeld bezahlen

infolgedessen kostet ein Besuch, auch bei grosser Entfernung, durchschnittlich nicht mehr als zirka Fr. 4.

In die III. Gruppe fallen 13 durch die Bahn leicht zu erreichende Gemeinden und 6 Gemeinden, die dem Arzt ein Wartgeld entrichten. Die Kosten eines ärztlichen Besuches in diesen 19, 8664 Einwohner zählenden Gemeinden belaufen sich auf zirka Fr. 5.

In der IV. Gruppe, die 27 Gemeinden mit 9236 Einwohnern umfasst, steigt die Arzttaxe auf Fr. 5—10,

in der V. Gruppe von 52 Gemeinden mit 12,606 Einwohnern auf Fr. 10—20.

Die VI. Gruppe endlich umfasst 33 Gemeinden mit 7421 Einwohnern. Die Kosten eines ärztlichen Besuches betragen für diese Fr. 20—30.

Ob ein Bezirk mit einer grössern oder kleinern Anzahl seiner Einwohner, oder mit gar keiner in eine Gruppe fällt, die einer höhern Arzttaxe unterworfen ist, ist von bedeutendem Einfluss auf die Prozentzahl der bescheinigten Todesursachen. (Siehe untenstehende Tabelle.)

Gegenwärtig ist ein Gesetz betreffend die staatliche Förderung der Krankenpflege bei uns in Vorbereitung. Es soll diese gefördert werden durch Subventionen an den Bau und Betrieb von Krankenhäusern und durch Beiträge an die Wartgelder der Ärzte und Hebammen. Der Entwurf dieses in den nächsten Wochen zur Behandlung durch den Grossen Rat gelangenden Gesetzes enthält unter andern folgende Bestimmungen:

„Der Kanton zahlt Subventionen an Wartgelder für Ärzte.“ „Gemeinden, welche mehr als 5 km Wegstrecke oder mehr als $^1/_2$ Stunde Bahnfahrzeit vom nächst wohnenden Arzt entfernt sind, sind verpflichtet, mit einem oder mehreren Ärzten einen Wartgeldvertrag abzuschliessen.“

Gelangt dieses Gesetz zur Annahme, so wird es auch dem Minderbegüterten und Armen auch in der entferntesten Gemeinde und dem abgelegensten Weiler möglich sein, in Krankheitsfällen die Hülfe eines Arztes in Anspruch zu nehmen; es werden dann wohl fast alle ernstlich Erkrankten in ärztliche Behandlung gelangen und zweifelsohne wird damit auch die Zahl der unbescheinigten Todesursachen bedeutend kleiner werden.

M. le Dr **Guillaume** s'associe aux remerciements qui ont été adressés à MM. Hofer et Bonvin. Il n'ajoutera rien à ce qu'a dit avec autorité M. le Dr Kummer sur l'importance de l'institution de l'état civil en Suisse au point de vue de l'économie sociale, de la législation, du droit civil et de l'administration publique. Il se permettra d'entrer encore dans quelques détails qui intéressent plus particulièrement le Valais et d'autres cantons alpestres, dans lesquels le nombre des décès dont la cause n'est pas certifiée par un médecin, est relativement élevé.

M. le Dr Kummer a démontré l'utilité des renseignements que nous obtenons par l'entremise des officiers de l'état civil sur la mortalité; on comprend

Die bescheinigten und unbescheinigten Todesursachen und die ärztlichen Taxen in Graubünden im Jahre 1906.

Bezirke		Einwohnerzahl	Sterbefälle ohne Totgeburten	Todesursache				Auf 1 Arzt treffen Einwohner	Mit Bezug auf die ärztlichen Taxen fallen in die Gruppe											
				bescheinigt		unbescheinigt			I bis Fr. 3		II Fr. 4		III Fr. 5		IV Fr. 5-10		V Fr. 10-20		VI Fr. 20-30	
Rangnummer	Name			Anzahl	%	Anzahl	%		Gemeinden	Einwohner	Gemeinden	Einwohner	Gemeinden	Einwohner	Gemeinden	Einwohner	Gemeinden	Einwohner	Gemeinden	Einwohner
1	Münstertal . .	1,505	29	29	100.0	—	0.0	752	3	1,202	2	157	—	—	1	146	—	—	—	—
2	Bernina . . .	4,301	94	94	100.0	—	0.0	1,434	1	3,112	—	—	—	—	1	1,199	—	—	—	—
3	Maloja	7,183	143	142	99.3	1	0.7	513	11	5,614	5	1,250	—	—	1	319	—	—	—	—
4	Plessur . . .	15,206	278	262	94.2	16	5.8	561	4	13,285	—	—	—	—	1	340	2	626	9	955
5	Imboden . . .	5,939	121	114	94.2	7	5.8	1,980	4	4,042	1	495	1	647	1	755	—	—	—	—
6	Oberlandquart .	13,258	167	157	94.0	10	6.0	458	5	10,675	—	—	2	1,183	2	1,050	3	350	—	—
7	Unterlandquart .	11,519	218	204	93.6	14	6.4	2,304	7	6,664	—	—	4	2,973	2	604	2	1,117	1	161
8	Moësa	6,027	166	150	90.4	16	9.6	2,009	7	4,022	8	909	—	—	3	735	2	361	—	—
9	Heinzenberg . .	6,446	134	121	90.3	13	9.7	3,223	4	2,868	—	—	2	224	6	1,369	6	778	6	1,207
10	Albula	7,841	134	109	81.4	25	18.6	2,614	7	2,399	2	375	8	2,636	1	113	6	1,145	3	1,173
11	Hinterrhein . .	2,601	46	35	76.0	11	24.0	1,300	6	1,129	3	457	—	—	3	414	5	323	2	278
12	Glenner . . .	10,494	217	156	71.9	61	28.1	5,247	6	2,176	—	—	1	405	4	1,187	19	4,848	9	1,878
13	Inn	6,283	101	72	71.3	29	28.7	1,257	5	3,239	—	—	1	596	—	—	4	1,538	2	910
14	Vorderrhein . .	5,917	120	61	50.8	59	49.2	1,972	2	2,333	—	—	—	—	1	1.205	3	1,520	1	859
	Kanton	104,520	1,968	1,706	86.7	262	13.3	1,005	72	62,750	21	3,643	19	8,664	27	9,436	52	12,606	33	7,421

dès lors que tous les efforts tendent à obtenir ces renseignements aussi complets que possible. Par la publication des résultats de la statistique des causes des décès, on attire l'attention sur celles qu'il est en notre pouvoir de combattre et d'atténuer, on améliore de plus en plus la salubrité et l'on popularise toujours davantage l'hygiène publique et privée. A cet égard, des progrès ont été réalisés et l'on constate avec satisfaction que le taux de mortalité diminue. Dans le cours des 30 dernières années, il est descendu à 17 décès par 1000 habitants, de 22 à 24 qu'il était jadis. Ce taux de 17 décès est susceptible d'être réduit encore de beaucoup par l'amélioration des conditions sociales et sanitaires de la population. Il est en baisse dans plusieurs de nos villes, où il est déjà tombé à 14 et 15 décès par mille habitants.

Cette amélioration ne peut se produire que si on connaît la cause du plus grand nombre de décès enregistrés, ce qui suggère les mesures préventives les plus urgentes qu'il y aurait à prendre. Dans son intéressant exposé, M. le Dr Bonvin nous a indiqué pour le Valais la proportion des décès avec attestation médicale de leur cause. Elle a été en 1905, pour le canton, de 56 %, c'est-à-dire un peu plus de la moitié du total des décès. Dans 6 districts, la proportion est au-dessous de cette moyenne et dans 3 d'entre eux elle n'est que de 22 à 25 %. Le rapporteur nous a exposé les difficultés que l'information médicale des causes de décès rencontre dans les vallées latérales du Valais, et cependant, depuis 1880, la proportion des décès avec attestation médicale a augmenté. Pendant la période quinquennale comprise entre 1881 à 1885, elle n'était que de 42 %; elle s'est graduellement élevée au point que, de 1901 à 1905, elle a été en moyenne de 57 %.

Pendant les 25 dernières années, une amélioration semblable s'est produite dans tous les cantons. Pour la Suisse, la proportion a été en moyenne de 88 % et elle est, de 1901 à 1905, de 96 %. En d'autres termes, tandis que le nombre des décès sans attestation médicale était de 12 % pendant la première de ces périodes quinquennales, la proportion pendant ces cinq dernières années n'est plus que de 4 %.

De 1881 à 1885, on ne comptait que 3 cantons avec 100 % de décès avec attestation médicale; de 1901 à 1905, on en compte 12. Parmi ceux qui maintenant en accusent moins de 80 %, sont le Valais (57 %), Uri (78 %) et ceux qui en ont de 80 à 94 %; les Grisons (86 %) et Fribourg (92 %).

Comme on le voit, ce sont les 3 cantons alpestres par excellence qui rencontrent le plus de difficultés pour établir et assurer un prompt service médical dans les vallées éloignées d'un centre de population et qui ne possèdent pas encore des moyens rapides de circulation. Mais, comme l'a très bien fait remarquer M. Meisser, les progrès dans ce domaine s'accentuent d'année en année dans les Grisons, à mesure que le réseau des chemins de fer se complète dans ce canton. Il en est de même dans le canton d'Uri, qui, de 1881 à 1885, n'avait que 64 % de décès avec attestation médicale et qui, maintenant, en accuse une proportion de 75 %.

Les causes des décès certifiées par le médecin traitant doivent être autant que possible recherchées et enregistrées. Cela est d'une nécessité absolue. Il est dès lors de toute importance que les cantons qui n'accusent encore qu'une proportion relativement faible de décès avec attestation médicale s'efforcent, dans leur intérêt comme dans l'intérêt général, d'en obtenir une plus élevée.

Les décès sans attestation médicale concernent les classes d'âge de 0 à 4 ans et de 70 ans et au-dessus. Dans ces cas, comme l'a fait remarquer M. le Dr Bonvin, le médecin est rarement appelé; mais il arrive aussi que le décédé avait reçu des soins médicaux et que dans ces cas le médecin traitant pourrait donner une déclaration, si on la lui demandait. Une visite mortuaire ne serait pas nécessaire, et la formalité pourrait être remplie par correspondance officielle entre l'officier de l'état civil et le médecin.

Le nombre des mort-nés et celui des décès pendant le premier mois de la vie est de 95 ‰ des naissances dans le Valais et de 90 ‰ en Suisse. Les déclarations des sages-femmes diplômées, c'est-à-dire autorisées à pratiquer, sont admises pour les décès de cette catégorie, car il s'agit en général dans ces cas de naissances prématurées, de débilité congénitale, de suites de l'accouchement et autres causes qu'une sage-femme expérimentée et instruite est en état de donner. Les cartes de décès remplies et signées par les sages-femmes valaisannes donnent des renseignements qui peuvent être utilisés. Mais un grand nombre de cas doivent être classés dans la rubrique: „Sans attestation ou attestation insuffisante", pour la raison que la déclaration de décès n'est faite ni par un médecin ni par une sage-femme, mais par les parents du décédé, qui indiquent comme cause du décès, quand il s'agit d'enfants, non seulement la faiblesse congénitale et les convulsions, mais aussi la rougeole, la scarlatine, le croup et la coqueluche. Parmi les cartes de décès du même arrondissement de l'état civil, on en trouve qui indiquent l'une ou l'autre de ces maladies transmissibles comme cause du décès et ces cartes portent la signature d'un médecin, ce qui indique qu'une épidémie sévissait, mais que tous les enfants qui en étaient atteints ne recevaient pas de soins médicaux.

Pendant les 2 dernières années, le bureau de statistique a reçu des cartes de décès sans attestation médicale, dont la cause du décès était attribuée par les parents dans 76 cas à l'influenza, dans 45 cas à la fièvre typhoïde, dans 17 cas à l'érysipèle, dans 11 cas à l'hernie étranglée et dans 6 cas à la fièvre puerpérale.

L'attestation de la cause de tous ces décès étant insuffisante, ces cas ne peuvent être utilisés et sont perdus pour la statistique. Quoique le diagnostic fait par un laïque soit sujet à caution, il semble cependant indiquer que, dans nombre de cas, un traitement médical du malade, traitement qui n'a pas été ou n'a pu être réclamé, n'aurait pas été inutile.

La situation et les circonstances changeront lorsque le canton du Valais aura un réseau complet de chemins de fer qui mettra le secours médical et une plus grande somme de bien-être et de confort à la portée de la population des vallées les plus retirées. Alors les autorités sanitaires valaisannes seront mieux à même de réaliser, dans le domaine de l'hygiène publique et privée, des progrès aussi réjouissants que ceux qu'elles ont obtenus dans l'instruction publique, et ces progrès ébranleront la confiance accordée encore aux consulteurs d'urine et aux remèdes qu'ils débitent.

La parole sur les deux premiers objets à l'ordre du jour n'étant plus demandée, M. le Président clôt la discussion et invite M. Lambelet à présenter son rapport sur

la population du canton du Valais représentée par des tableaux graphiques.

(Le rapporteur avait dressé à l'appui de son travail 10 grands tableaux graphiques qui ornaient les parois de la salle de conférence.)

M. Lambelet: Les quelques tableaux graphiques que j'ai l'honneur de placer aujourd'hui sous vos yeux ont un double but:

Ils tendent tout d'abord à démontrer quelques faits statistiques de la population du canton du Valais, puis, en seconde ligne, à prouver à nos honorables concitoyens valaisans ici présents que la statistique est au fond moins aride et beaucoup plus utile et intéressante qu'on veut bien le dire.

La statistique est devenue aujourd'hui un précieux auxiliaire de tous les hommes d'Etat qui, par leur mérite, ont été appelés à la tête d'un gouvernement sagement administré. Elle est devenue une science sociale importante et d'un intérêt incontestable pour la politique et l'administration comme pour la science proprement dite.

Il est évident que pour les personnes qui s'imaginent que les travaux statistiques ne sont que de simples tassements de chiffres, la statistique ne peut guère leur offrir en effet un bien grand intérêt, mais pour qui cherche à en tirer des conclusions elle ne manque pas d'attrait.

En plaçant un tableau de chiffres devant nos yeux et en tâchant d'en pénétrer la portée et de rechercher les relations d'une valeur à l'autre, nous verrions bien vite que c'est là chose bien difficile, et nous n'arriverions guère à nous faire une idée claire et nette de ces différentes valeurs.

Or, la statistique graphique nous vient ici en aide et nous permet d'apprécier exactement et sans peine, d'un seul coup d'œil, toutes les relations contenues dans ces différentes valeurs. Le système graphique va même plus loin, il est tellement intuitif et insinuant dans ses lignes qu'il nous relève même des faits auxquels nous ne songions pas du tout.

J'ai choisi pour ma petite exhibition la population du canton du Valais; c'est par sa population qu'un pays acquiert sa richesse et c'est par elle qu'il prospère.

La population du canton du Valais d'après l'origine.

(Recensement fédéral du 1er décembre 1900.)

Le premier tableau représente la population du canton du Valais d'après l'origine et sur la base du dernier recensement fédéral. Au centre de ce tableau nous remarquons un cercle qui représente la population du canton en entier, tandis que les colonnes entourant ce disque nous permettent de distinguer la force numérique de la population des 13 districts.

Le disque et les colonnes sont composés de deux couleurs différentes. La couleur rose-foncé indique le nombre des personnes recensées vivant dans leur commune d'origine; le rose-clair celui des Valaisans vivant dans une autre commune que la commune d'origine; le bleu-clair représente les citoyens suisses d'autres cantons, tandis que le bleu-foncé enfin indique le nombre des étrangers.

En jetant un coup d'œil sur les secteurs du cercle, nous remarquons du coup que la teinte prédominante est le rose-foncé: sur 114,400 personnes, près de 82,000 ont été recensées comme vivant dans leur commune d'origine. Une part bien plus modeste est réservée aux Valaisans d'autres communes du canton et quant aux citoyens suisses d'autres cantons ils ne représentent pas même la moitié du contingent des étrangers.

Le grand secteur rose nous laisse présumer que le Valaisan ne quitte pas facilement le sol natal, qu'il n'aime pas s'expatrier; nous verrons plus loin que ce pressentiment est justifié en une certaine mesure.

Si nous regardons de plus près la répartition de la population dans les différents districts, nous remarquons tout d'abord le grand nombre d'étrangers recensés à Brigue, ce qui s'explique facilement par les travaux du Simplon. Mais nous remarquons aussi, à l'opposite, les 3 districts d'Entremont, de Conthey et d'Hérens habités presque exclusivement par des bourgeois de la commune de domicile. Grâce à sa qualité de chef-lieu du canton, Sion attire à elle, comme nous le voyons, un assez fort contingent de Valaisans de différentes communes, des citoyens suisses en général et des étrangers.

La répartition de la population du canton du Valais au 1er décembre 1900.

Jusqu'à ces derniers temps, lorsqu'on dressait une carte ayant pour but de démontrer la densité de la population, on se servait d'un procédé qui ne rendait pas cette densité avec l'exactitude voulue. On admettait tout simplement que la population d'un district ou d'une commune par exemple, était uniformément répandue sur toute la superficie de son territoire, et il arrivait ainsi que celui-ci avait une teinte unique.

Ce mode peut être admis aussitôt que les habitations humaines sont répandues d'une manière à peu près égale sur toute la surface du territoire, mais dès que ce n'est pas le cas, comme dans un territoire alpestre, ce système n'offre pas d'avantages et doit être abandonné.

Le canton du Valais est un de ces cantons où la population se concentre plutôt dans les vallées, où une grande surface du territoire est inculte et où nous avons de vastes surfaces réservées aux rochers et aux neiges éternelles.

C'est pour ce motif que j'ai choisi le système représenté ici et dont l'application démontre directement de quelle manière les 114,400 Valaisans se trouvent disséminés sur tout le territoire du canton.

Répartition de la population par âge et par sexe, calculée pour 10,000 âmes de la population.

„Les jours de nos années reviennent à soixante et dix, et s'il y en a des vigoureux, à quatre-vingts ans et le plus beau de ces jours n'est que travail et que tourment.“

C'est avec ces paroles mélancoliques que le psalmiste décrit la courte durée de l'homme, et cependant elles contiennent l'estimation la plus courante comme aussi la plus ancienne de la durée de la vie humaine.

Eh bien, quel âge est réservé aujourd'hui à notre peuple? Est-il resté le même depuis les paroles du psalmiste, ou a-t-il changé? Nous trouvons la réponse à cette question dans les quatre pyramides des deux tableaux qui suivent.

Si nous voulons démontrer graphiquement l'âge de la population, nous avons à notre disposition un excellent moyen en disposant par classes d'âge superposées les personnes recensées. Nous obtenons ainsi des pyramides qui nous suggèrent bien des idées, si nous les observons tant soit peu attentivement.

La tranche du bas nous donne le nombre d'enfants des deux sexes de 0 à 4 ans pour 10,000 âmes de la population; la seconde, le nombre d'enfants de 5 à 9 ans et ainsi de suite jusqu'à l'âge de 90 ans et plus.

La forme des pyramides varie de canton à canton, par où nous voyons que des lois différentes doivent influencer le mouvement de la population; aussi, pour établir ce fait, ai-je ajouté à la pyramide du Valais celles du canton du Tessin et de Genève. Arrêtons-nous un instant à ces pyramides. Tandis que la pyramide du Valais se présente sous la forme d'un triangle à côtés assez égaux, qui se rétrécit uniformément jusqu'à son sommet, c'est-à-dire jusqu'à la dernière limite d'âge, celle du Tessin a plutôt l'apparence d'une cloche. Les souches d'âge de 15 à 30 ans se rétrécissent fortement pour les deux sexes et forment comme l'inflexion des bords de la cloche. La pyramide de Genève présente, au contraire, un renflement qui rappelle la coupole d'une mosquée et qui est produit par une forte expansion des jeunes classes d'âge.

La diversité des formes s'explique aisément quand on songe d'un côté à la forte émigration de la jeune génération dans le canton du Tessin, qui produit naturellement un rétrécissement de longueur des couches de l'âge de 15 à 30 ans, et de l'autre, à l'influence si marquée qui s'exerce dans le canton de Genève par l'immigration vers la ville. La pyramide du Valais n'offre rien de frappant dans sa forme, très ressemblante à celle de la pyramide des 25 cantons. Si l'on observe cependant de plus près les dernières couches d'âge, on constate que celles-ci sont proportionnellement très fortes, de telle sorte que le nombre des personnes âgées doit y être relativement plus élevé qu'ailleurs en Suisse; et, en effet, s'il m'était accordé de faire défiler en rangs sous vos yeux toutes les personnes âgées de 80 ans et plus, elles formeraient un fort bataillon de 756 vieillards.

Mariages, naissances et décès en Valais, 1871—1905 proportion par année et pour 1000 habitants.

La naissance, le mariage et le décès sont les trois moments cardinaux de la vie de l'homme, entre lesquels le bonheur et les vicissitudes de sa vie terrestre

se déroulent; mais ces trois moments saillants nous servent aussi de miroir pour apprécier le bien-être d'une population et ses alternatives.

Le tableau représente dans ses trois colonnes superposées pour une série de 35 années les mariages, les naissances et les décès dans le canton du Valais, le tout calculé pour 1000 âmes de population.

Les mariages.

Nous commençons par les mariages. Si nous examinons en première ligne dans son ensemble les colonnes jaunes, elles nous apparaissent comme une ligne continue sans beaucoup de variété. En 1875, la colonne est arrivée à son point culminant, puis de là elle redescend en 1876 sensiblement pour revenir en 1878 à une hauteur moyenne, qui reste à peu près la même jusqu'en 1905. A quelles causes peut être attribuée cette augmentation subite en 1875? On peut donner cette réponse: le 1er janvier 1876, la loi fédérale sur l'état civil entra en vigueur, par laquelle le mariage civil devint obligatoire. Or, chez une assez grande partie de la population elle ne fut pas vue de bien bon œil et beaucoup de jeunes fiancés s'y sont soustraits en se mariant avant son entrée en vigueur. Nous constatons aussi ce même fait dans d'autres cantons.

En poursuivant attentivement la ligne des mariages, nous trouvons plus loin pendant une série d'années une légère augmentation et de nouveau diminution presque insensible, c'est comme une vague qui s'élève et s'abaisse.

Les naissances.

En jetant un coup d'œil sur la ligne qui marque le contour des 35 colonnes des naissances, nous constatons de suite qu'il existe une grande analogie avec la courbe des mariages. Nous retrouvons en effet cette même vague, avec cette différence que l'affluence de la vague ne se fait sentir qu'une année après les mariages.

Quand les mariages augmentent, l'année suivante ce sont les naissances qui tout naturellement suivent le même mouvement.

Nous avons ici un fait intéressant qui nous montre avec quelle subtilité le dessin graphique fait apparaître les plus petites, les plus légères fluctuations.

Les décès.

La ligne des décès est beaucoup plus mouvementée. Hâtons-nous cependant de relever avec un plaisir particulier le fait que la mortalité en Valais a diminué sensiblement depuis 1871, et il convient de le signaler, car il nous prouve que l'homme devient plus âgé aujourd'hui. Et, en effet, en 1876, la Suisse entière comptait 67,000 décès. Or, ces décès ont diminué peu à peu jusqu'en 1902, année en laquelle nous ne comptions plus que 57,000 décès, bien que pendant cette période de 26 années la population ait augmenté d'environ 600,000 âmes. Ce résultat réjouissant peut être attribué à différentes causes: à un meilleur mode de vivre de la population en général, au développement des connaissances médico-chirurgicales, aux progrès de l'hygiène de l'enfance, à la guerre livrée contre les méfaits de l'alcool, sans méconnaître non plus les efforts de l'Armée du Salut, qui ouvre toutes grandes ses portes aux plus pauvres des pauvres.

Cette diminution des décès en Suisse est d'autant plus réjouissante que notre natalité en Suisse n'est pas très élevée, même en la comparant avec celle d'autres pays.

Les accidents mortels en Valais et en Suisse, 1876—1905.

Nous comptons les accidents mortels parmi les décès évitables. Nous ne voulons pas dire pour cela que tous les accidents puissent toujours être évités, mais en grande partie assurément.

En Suisse, chaque année 2000 personnes perdent la vie par des accidents, et ce chiffre se répète chaque année avec une régularité effrayante. Ne serait-il pas possible avec un peu de bonne volonté et de prévoyance de faire diminuer ce formidable contingent de la mortalité par accidents?

Ce qui est lugubre surtout, c'est de songer que la moitié de tous les accidents frappent les enfants. Où est cet ange gardien des enfants dont on parle toujours?

A première vue, nous remarquons, en comparant ici le canton du Valais avec la Suisse, que le Valais accuse un grand nombre de décès par suite d'accidents. Nous n'osons pas perdre de vue que c'est à la topographie du pays qu'il faut aussi attribuer une large part de ces décès, et en effet nous voyons cela dans le dessin de droite qui montre que c'est essentiellement la chute des rochers, les avalanches et éboulements, ainsi que les chutes de pierres qui causent un grand nombre d'accidents dans le canton du Valais, tandis que les décès par submersion et par brûlures ne dépassent pas la moyenne de la Suisse. Cependant ces deux genres d'accidents méritent également d'attirer l'attention, car c'est là principalement que nous retrouvons les enfants qui, laissés seuls à la maison, sont victimes des accidents les plus douloureux. C'est pourquoi, fermons les fosses à purin, donnons aux parents la possibilité de placer leurs enfants dans des crèches et nous verrons bien vite que l'ange gardien est de nouveau près d'eux.

Proportion des décès en Valais avec attestation médicale de la cause, comparée avec celle de la Suisse.

Les orateurs qui ont déjà pris la parole me dispensent de donner des explications détaillées sur ce tableau.

Nous voyons au bas du tableau, pour trois périodes, le nombre des attestations en Valais ainsi qu'en Suisse et nous remarquons sans peine que pour le canton du Valais la situation tend à s'améliorer quoiqu'il ne soit arrivé aujourd'hui encore qu'à un pour-cent d'attestations de 56, tandis que la Suisse compte à cette heure 96 % d'attestations médicales de la cause du décès.

Emigration des Valaisans pour les pays d'outre-mer, 1881—1906.

Ce diagramme confirme ce que nous avons dit pour le premier tableau, c'est-à-dire que le Valaisan ne quitte pas volontiers le pays qui l'a vu naître; il n'a pas en général l'humeur voyageuse.

Nous remarquons, dans la ligne, des hauts et des bas; cependant la courbe entière tend à descendre, car tandis qu'en 1883 le Valais accusait une émigration de 795 personnes, émigration qui fut très forte cette année-là dans toute la Suisse, en 1906 il ne comptait plus que 156 émigrants.

En comparant l'émigration valaisanne avec celle des autres cantons, nous remarquons qu'elle est au-dessous de la moyenne générale pour toute la Suisse.

Notes moyennes des examens pédagogiques des recrues valaisannes, 1887—1906.

Je ne m'arrêterai pas longtemps à ce tableau, vu qu'un homme beaucoup plus compétent que moi, le vénéré chanoine de Cocatrix, nous fera l'honneur de parler sur ce sujet.

Toutefois je me permets, à l'avance, de dire le plaisir que j'éprouve en voyant les beaux résultats obtenus par nos braves compatriotes valaisans. Je les en félicite vivement.

Nous voyons, en suivant la ligne rouge de la Suisse et la ligne noire du Valais, que cette dernière tend depuis des années à se rapprocher insensiblement de la moyenne de la Suisse et qu'aujourd'hui même celle-ci a été dépassée.

C'est au district de Conches que revient spécialement l'honneur d'être non seulement à la tête du canton du Valais, mais aussi d'occuper un des premiers rangs parmi les 187 districts de la Suisse, et c'est pour ce motif que je n'ai pu m'empêcher de décorer d'un laurier bien mérité ce bon petit district.

A la suite de cet exposé, M. le Dr Guillaume annonce à M. le président qu'avec l'assentiment du Département fédéral de l'Intérieur, les tableaux graphiques qui viennent d'être analysés en détail doivent rester la propriété du canton du Valais. Il y rattache le vœu que ces tableaux comme aussi les nombreux travaux, dont quelques-uns d'une importance très grande, qui ont été élaborés en vue de la réunion, contribuent à populariser de plus en plus, en Valais, la science de la statistique.

M. le *président* remercie en termes chaleureux l'exécuteur de ces sintéressants et instructifs tableaux, qui a su si bien en révéler le sens et la portée; il exprime en même temps toute sa gratitude pour le don de ces graphiques, qui resteront comme un souvenir parlant de la belle assemblée des statisticiens dans le chef-lieu du Valais. Le Grand-Conseil devant se réunir dans quelques jours, l'exposition des tableaux devra rester en place, afin que MM. les grands-conseillers puissent les examiner et les admirer à leur tour.

M. le président donne ensuite la parole à M. Rosselet du Bureau fédéral des assurances pour une brève communication sur

le développement de l'assurance en Valais.

M. Rosselet: Deux mots seulement pour vous montrer par quelques chiffres statistiques quelle est la situation que prend le Valais dans le domaine de l'assurance, des assurances de toute nature.

L'importance de l'assurance dans un pays se mesure le plus logiquement, non pas par le nombre des contrats ou le montant des capitaux assurés, mais par les sacrifices que s'impose la population pour l'assurance, par les primes qu'elle paye aux institutions d'assurances, et en rapprochant ces dépenses totales du chiffre de la population, ou, ce qui vaut encore mieux, du nombre des ménages.

Si l'on consulte le dernier rapport du Bureau fédéral des assurances, pour 1905, on y trouve un tableau graphique montrant, pour les 25 cantons, le montant des primes payées par ménage en 1895 et en 1905.

Le canton du Valais, dont la si sympathique population est essentiellement agricole, viticole et forestière, et a conservé le plus jalousement ses traditions de simplicité et d'„aurea mediocritas“, figure en queue du tableau, et cela en 1905 comme en 1895.

La somme totale payée en 1905, pour assurances de toute espèce, est de fr. 24. 50 par ménage dans le canton du Valais, tandis qu'elle atteint en moyenne fr. 95 par ménage pour la Suisse entière et, par exemple, fr. 187 dans le canton de Bâle-Ville.

A l'ouïe de ces chiffres, on serait tenté de croire que le Valais, confiant dans sa bonne étoile, est rebelle à l'idée de sage prévoyance qui gît dans l'assurance sur la vie, dans l'assurance contre l'incendie, contre les accidents, contre la mortalité du bétail, etc. Messieurs, il n'en est rien, et je tiens à dissiper toute fausse interprétation de ces chiffres, tout incontestables qu'ils soient, et à mettre en lumière les progrès au contraire très considérables accomplis.

Le même rapport du Bureau fédéral des assurances contient aussi une carte de la Suisse, où l'on a représenté, par cantons, le développement relatif de l'assurance, en indiquant de combien % les primes payées pour toutes assurances pendant les 10 dernières années, de 1896 à 1905, sont plus élevées que pendant les 10 années précédentes, de 1886 à 1895.

Dans cette carte du pays, le canton du Valais vient bon premier en liste, avec un taux d'augmentation de 174.8%, alors que l'augmentation moyenne, pour la Suisse entière, est de 77.5%, et, par exemple, l'accroissement dans le canton de Neuchâtel, de 39.4%. (Si l'on compare la dépense moyenne par ménage pendant ces deux périodes décennales, le Valais figure aussi en première place avec une augmentation de 159 % — Suisse 52 %.)

Ces proportions pour le canton du Valais sont significatives.

Elles nous disent que la population valaisanne, loin d'être hostile à l'assurance, est, au contraire, docile aux enseignements des événements. L'assurance y pénètre à gros jet en même temps que l'on commence à en reconnaître les inappréciables bienfaits.

Il y avait beaucoup à faire, on a fait beaucoup. Et la puissante évolution que révèlent nos statistiques semble être un gage pour l'avenir.

Puisse-t-il en être ainsi pour le plus grand bien d'une des contrées les plus intéressantes de notre chère patrie!

M. le *président* remercie sincèrement M. Rosselet pour son intéressante notice et demande si quelqu'un de l'assemblée demande encore la parole au sujet du rapport de M. Lambelet.

M. **Giroud:** L'exposé si intéressant de M. Lambelet sur l'émigration en Valais appelle sur un point, un petit renseignement. Comme l'a fait ressortir M. Lambelet et comme on en peut juger par son tableau graphique, l'année 1883 accuse une augmentation énorme et subit de l'émigration valaisanne. Cette augmentation n'est pas due à des causes spéciales d'ordre économique, mais bien à la suggestion produite sur les imaginations par une série d'articles publiés, en hiver 1882/3, dans la „Gazette du Valais" sur l'Arkansas par M. L.-X. de Riedmatten, agent d'émigration, et qui représentaient ce pays comme une sorte de terre promise où coulent le lait et le miel. Ce courant s'est ralenti immédiatement après la réception des nouvelles données par les émigrants.

M. le Dr **Mühlemann:** Ich erlaube mir, Sie nur kurz auf eine interessante Tatsache aufmerksam zu machen. In der gedruckten Arbeit des Herrn Kantonsarchivars Meyer finden Sie die auffallende Erscheinung, dass die deutsche Bevölkerung in der Hauptstadt Sitten in der letzten Volkszählungsperiode (d. h. von 1888 bis 1900) von 1969 auf 1481 zurückgegangen ist, während die französischsprechende Bevölkerung in der Periode von 1880 bis 1900 von 2839 auf 4486, also ganz bedeutend zugenommen hat; ähnlich verhält es sich mit dem Bezirk Sitten. Diese Tatsache ist um so auffallender, als das deutsche und romanische Element im ganzen Kanton Wallis seit 1880 ungefähr in gleich starkem Verhältnis angewachsen ist, mit Ausnahme der Italiener, welche Anno 1880 nur 1018, um 1900 aber bereits 5469 zählten. Da ich genau vor 30 Jahren ein halbes Jahr hier wohnte, so nahmen diese Bevölkerungsverhältnisse und speziell die berührte Erscheinung mein Interesse begreiflicherweise in erster Linie in Anspruch, und es wäre mir daher angenehm, über die Ursachen derselben von sachkundiger, kompetenterer Seite Aufschlüsse zu erhalten.

La séance terminée, l'assemblée se rend à l'hôtel de la Poste pour un dîner en commun, très bien servi et pendant lequel ne cessa de régner la plus franche gaieté.

M. **Couchepin,** président du Conseil d'Etat, ouvre la série des toasts en adressant aux hôtes les paroles les plus sympathiques, les invitant à boire à la prospérité de la patrie, au bien de laquelle nous désirons tous travailler d'un même zèle.

M. le chanoine **de Cocatrix** rappelle les heures si agréables passées à Berne dans un cercle d'amis, autour de la table des statisticiens, où se trouvent gravés les mots: „Statistik ist eine Gelegenheit". En effet, l'occasion a été accordée à l'orateur de faire la connaissance de tout un cercle d'aimables personnes, d'apprendre à les connaître et à les honorer, en tout premier lieu M. le Dr Guillaume, qui l'a si efficacement aidé de ses conseils, lui fournissant pour son travail de précieux renseignements. Il boit à la prospérité de la statistique.

M. le Dr **J.-J. Kummer** lève son verre en l'honneur de la population du canton du Valais, si intéressante à tant d'égards.

M. le Dr **Guillaume** porte son toast aux membres du Comité local, à son excellent président et à tous ses collaborateurs, qui ont su donner aux heures de travail et de discussion l'heureux complément d'une réception et d'une hospitalité des plus cordiales.

M. **Emonet** boit à la santé de M. le Dr Guillaume et de son adjoint, M. Lambelet.

MM. les docteurs **E.** et **H. Anderegg** ont très agréablement surpris l'assemblée par la distribution de cartes postales avec l'image de MM. Bioley, président, Dr Guillaume et Dr Kummer.

A l'issue du banquet, l'assemblée fut invitée à un concert d'orgues, à la cathédrale, où l'on eut l'occasion d'admirer à la fois l'excellence de l'instrument et le talent avec lequel l'organiste a su en tirer les plus beaux accords. Nous exprimons encore ici, après coup, toute notre gratitude pour ces beaux moments.

Une charmante promenade à l'intéressante et historique colline du Mont Valère, d'où la vue s'étend sur toute la vallée du Rhône, vint clore cette belle journée.

Séance du 22 octobre 1907,

à la salle du Grand Conseil.

Présidence de M. **Bioley,** conseiller d'Etat.

La séance est ouverte à 9¼ heures par M. le président, qui donne la parole à M. le directeur **E.-W. Milliet** pour son rapport sur la

Statistique de la viticulture en Suisse.

Le rapport de M. Milliet ayant déjà paru dans le Journal statistique de cette année (Ier volume, page 276) nous renvoyons le lecteur pour son contenu à ce numéro du journal en nous bornant à reproduire en ce lieu la proposition par laquelle l'orateur a clôturé son intéressant discours.

Proposition.

„Le bureau fédéral de statistique est invité à se „mettre en relation avec les autorités cantonales pour „examiner si et dans quelle mesure la statistique du „vignoble peut être améliorée.“

M. le Dr **Guillaume** remercie le rapporteur d'avoir exposé d'une manière si lucide et si complète les conditions dans lesquelles se présente actuellement la statistique viticole en Suisse et indiqué de quelle manière celle-ci pourrait être améliorée. Le bureau fédéral de statistique a toujours applaudi aux enquêtes agricoles et viticoles que poursuivent depuis longtemps quelques cantons et il a voulu pour sa part contribuer à la populariser. Mais, conscient des difficultés que l'on rencontre dans ce domaine pour obtenir des renseignements exacts, il a porté son attention, en particulier, sur le rendement des vignes, sur lequel il est plus facile de recueillir des données assez exactes, sans éveiller des suspicions erronées au sujet du but que l'on poursuit et sans provoquer des frais aux cantons. On connaît, en effet, beaucoup mieux la superficie du sol qu'occupe la viticulture et la quantité et la qualité de la récolte, ainsi que les prix de la vendange, qui font d'habitude dans la presse locale l'objet de communications intéressant les viticulteurs et les encaveurs, ainsi que le public en général. Malgré cela, le premier annuaire de statistique, paru en 1891, ne pouvait communiquer que les données de sept cantons sur le rendement de leurs vignes. En 1893, il en donnait sur celui de 16 cantons et l'année suivante sur les 21 cantons viticoles. Il est vrai que sur ce nombre il n'y en a que 10 où la viticulture a une réelle importance. Les renseignements provenaient des bureaux cantonaux de statistique ou avaient été communiqués par les départements de l'agriculture des cantons. On fit un essai de classement uniforme de rendement, essai paru dans l'annuaire de 1894 et qui indique déjà la bigarrure dans les méthodes employées pour ces relevés. Avant de songer à la faire disparaître, il fallait habituer les cantons viticoles à recueillir chaque année des renseignements numériques aussi exacts que possible, quelle que soit la méthode adoptée. Le département de l'agriculture d'un canton annonçait qu'il avait à lutter contre les préventions de la population pour tout ce qui se rapporte à la statistique. Le président d'une société d'agriculture avait en vain, pendant 3 années consécutives, fait des tentatives pour déterminer le rendement des vignes et s'était vu forcé de les abandonner. Il pensait que l'on ne parviendrait à obtenir une statistique viticole exacte, que si elle était ordonnée et organisée par les gouvernements, ou bien on devait s'assurer la coopération de personnes compétentes et se contenter de données estimatives. Dans ces deux cas, disait-il, il serait nécessaire et équitable d'accorder une rémunération aux personnes qui prêteraient leur concours.

Sur ces entrefaites, il a fallu se préparer à procéder au recensement de la population, à celui du bétail et enfin à celui des entreprises industrielles et commerciales, qui allaient mettre à contribution les autorités cantonales et communales et aussi les chefs d'exploitations agricoles. Le bureau de statistique estima qu'il était prudent de renvoyer à plus tard les mesures à prendre pour améliorer la statistique viticole. L'orateur pense que le moment propice est arrivé de provoquer une entente entre les autorités cantonales intéressées, et, tout en se déclarant d'accord avec la

proposition de M. le rapporteur, il croit qu'au lieu d'en charger le bureau de statistique, il serait préférable de prier le Département fédéral de l'Intérieur de bien vouloir soumettre la question aux gouvernements des cantons viticoles et s'il le trouve nécessaire, les inviter à prendre part à une conférence dans laquelle l'entente désirée pourrait être établie. C'est dans ce sens que la proposition du rapporteur devrait être amendée.

M. **Näf** est entièrement d'accord avec la proposition de l'orateur, cependant il croit que pour réussir auprès des Cantons, la Confédération devra nécessairement contribuer par des subsides.

M. le Dr **Mühlemann**: Es könnte mir vielleicht als Unbescheidenheit angerechnet werden, wenn ich etwas eingehender, als es unter Umständen angezeigt erscheint, auf die vortrefflichen kritischen Ausführungen des Referenten, Herrn Direktor Milliet, Bezug nehme; allein da meiner Wenigkeit hinsichtlich der Bemühungen um das Zustandekommen einer einheitlichen Landwirtschaftsstatistik der Schweiz und der Erfolglosigkeit derselben Erwähnung getan wurde, so wollen Sie es gefälligst entschuldigen, wenn ich mich zu einigen Bemerkungen und Aufschlüssen veranlasst sehe. Die Landwirtschaftsstatistik ist bekanntlich schon früher in den 1880er und 1890er Jahren öfters Gegenstand unserer Verhandlungen gewesen. Wohl ein halbes Dutzend Mal hatte der Sprecher das Hauptreferat darüber gehalten; es wurde auch seinerzeit (1895 von der Konferenz in St. Gallen) eine Kommission für Agrarstatistik niedergesetzt und auf Antrag des Herrn Direktor Milliet meine Wenigkeit an die Spitze derselben gestellt. Es würde mich daher nicht verwundert haben, wenn die Konferenz von der Kommission wieder einmal Aufschluss verlangt hätte, was sie eigentlich getan, resp. erreicht habe und was sie ferner zu tun gedenke. Ich will bloss bemerken, dass dieselbe nicht untätig geblieben ist, indem sie seinerzeit ihre Vorschläge und Anregungen im Rahmen eines Programms niedergelegt hat, dessen Verwirklichung indes hauptsächlich vom Finanzpunkt abhing. Die bezüglichen Berichte der Kommission zu Handen der Jahreskonferenzen von Genf (1896) und Basel (1897) finden sich in den betreffenden Jahrgängen der Zeitschrift abgedruckt. Wir kamen damals zum nämlichen Schluss, wie heute die Herren Vorredner, dass nämlich die Vereinheitlichung der landwirtschaftsstatistischen Erhebungen nur durch finanzielle Beihülfe des Bundes erzielt werden könne. Die Ursachen nun, deretwegen aus der Verwirklichung unserer Vorschläge einstweilen nichts wurde, lagen, abgesehen von den nicht zu leugnenden Schwierigkeiten technischer und methodischer Natur, namentlich darin, dass ein massgebendes Mitglied der Kommission eine passive Zurückhaltung an den Tag legte, dass uns von seiten des schweizerischen Landwirtschaftsdepartements leider keine Subvention in Aussicht gestellt oder verabfolgt werden konnte und dass uns auch sonst von zuständiger Seite die moralische Unterstützung versagt wurde — von andern unerfreulichen Vorkommnissen nicht zu reden. So hatten wir begreiflicherweise keine grosse Lust mehr, weiter zu amten, da es uns sowohl an Kompetenzen, als an finanzieller und moralischer Unterstützung fehlte. Nun ist es aber, ich gestehe es offen, sehr erfreulich, zu hören, dass nach den Äusserungen der Herren Vorredner etwas geschehen solle, und zwar zunächst durch Verbesserung und Vereinheitlichung der bereits angebahnten Weinbaustatistik der Schweiz, und ich kann mich mit den sachbezüglichen kritischen Ausführungen und Verbesserungsvorschlägen des Herrn Direktor Milliet in den meisten Punkten vollständig einverstanden erklären; denn jeder, der sich mit landwirtschaftsstatistischen Erhebungen beschäftigt hat, weiss, dass dieselben nicht ohne Mängel und somit verbesserungsbedürftig sind. Ich will nur noch ergänzend beifügen, dass die Weinbaustatistik im Kanton Bern nicht, wie der Herr Referent erwähnt hat, einen Bestandteil der (seit 1885 eingeführten) allgemeinen Landwirtschaftsstatistik, sondern eine besondere Erhebung bildet und seit 1881 regelmässig aufgenommen wird, dass jedoch die Ergebnisse gewöhnlich im Rahmen der landwirtschaftlichen Statistik zur Veröffentlichung gelangen. Von den wenigen Punkten, die ich noch berühren möchte, kommt zunächst der Nachweis der Besitzverhältnisse, resp. die Repartition des Rebbesitzes in Betracht. Die Forderung genauer diesbezüglicher Ermittlungen ist sehr berechtigt; indessen ist dabei wohl zu unterscheiden zwischen der wirklichen und der scheinbar richtigen Zahl der Besitzer. Im Kanton Bern wurden bisher die Rebenbesitzer in jeder Gemeinde ebenfalls alljährlich ermittelt; allein es zeigte sich, dass diese Zahl erheblich zu hoch war, weil es viele Rebenbesitzer gibt, die in verschiedenen Gemeinden Reben besitzen und somit doppelt oder mehrfach gezählt wurden. Diese Divergenz wurde durch eine besondere Erhebung korrigiert. Anlässlich der Ausarbeitung eines Gesetzes betreffend Schutz des Weinbaues gegen die Reblaus und auf Veranlassung des Landwirtschaftsdirektors unternahmen wir nämlich den Versuch, im Wege besonderer Fragestellung die wirkliche Zahl der Rebenbesitzer zu ermitteln, um wenigstens den richtigen Durchschnittsbesitz feststellen zu können, was uns auch gelang. Nach bisherigen Ermittlungen waren 2936 und nach dem angewandten Korrektiv nur noch 2168 Rebenbesitzer vorhanden, und der Durchschnittsbesitz stellte sich nicht auf 18, sondern auf 24 Aren. Sehr beachtenswert ist im übri-

gen die vom Herrn Referenten angeregte Spezialisierung der Ertragsermittlungen durch prozentuale Schätzung, um zu genauern Ergebnissen nach Lage, Qualität und Preis, sowie des Geldwerts zu gelangen. Ein ähnliches Verfahren hatten wir schon bisher sowohl beim Weinbau als auch beim Wiesenbau durch Unterscheidung von Gewächssorten und Bodenqualitäten, sowie durch örtliche Sonderaufnahmen angewandt, und was die Kontrolle anbetrifft, so wurde stets vorgeschrieben, dass sachkundige Landwirte, bezw. Mitglieder landwirtschaftlicher Vereine bei der Berichterstattung in jeder Gemeinde beizuziehen seien. Was endlich die Entschädigungsfrage anbelangt, so sollte an dem Prinzip der unentgeltlichen Mitwirkung der Gemeindeorgane tunlichst festgehalten werden, indem nicht genug betont werden kann, dass die amtliche Statistik so gut wie andere Dienstzweige zu den Aufgaben der Staatsverwaltung gehören und somit zum Zwecke der Förderung der öffentlichen Wohlfahrt dienen. Da allseitig guter Wille vorhanden zu sein scheint, so ist nicht daran zu zweifeln, dass die heutigen Anregungen im Gebiete der landwirtschaftlichen Statistik zu weiterem Vorgehen ermutigen und gute Erfolge zeitigen werden.

Herr **Milliet:** Der Antrag Näf sieht auch die finanzielle Mitwirkung des Bundes vor. Ich möchte diesen Punkt erst aufgreifen, nachdem die begrüssten Instanzen sich auf ein System der Erhebung geeinigt haben. Wir sollten den Bund nicht von vornherein und bei jeder Gelegenheit dadurch zum Objekt der Landwirtschaftsstatistik machen, dass wir ihn als die milchende Kuh behandeln, die uns mit Butter versorgt.

Gerade der Umstand, dass die Beratungen der Kommission, die wir vor 12 Jahren zum Studium einer allgemeinen Landwirtschaftsstatistik eingesetzt haben, zu keinem Resultat geführt haben, hat mich veranlasst, die Anregung jetzt auf die Weinbaustatistik allein zu beschränken. Die Rebkultur ist stabiler als andere und daher, obschon die Schwierigkeiten gewiss nicht fehlen, statistisch leichter zu erfassen, als die jährlich wechselnden Anbaupflanzen. Als eines der Impedimente, die sich der Durchführung auch der Weinstatistik entgegenstellen, sei beiläufig noch erwähnt die Furcht der Produzenten vor fiskalischen Massnahmen.

Herr Dr. **Mühlemann:** Der soeben vom Herrn Referenten noch betonte Umstand bezüglich Steuerfurcht war gerade der ausschlaggebende Beweggrund für uns, von der allgemeinen direkten Befragung der einzelnen Landwirte oder Weinbauern bei Ertragsermittlungen entschieden Umgang zu nehmen, denn die Erfahrung hat uns überzeugt, dass die Befragten stets Misstrauen oder Vorurteile hegen, und daher richtige, wahrheitsgetreue Angaben auf diesem Wege nie erhältlich sind. Überdies wäre eine rechtzeitige, alljährlich wiederkehrende Bearbeitung eines solch umfangreichen erntestatistischen Materials gar nicht denkbar, es sei denn, man wolle sich überhaupt nur auf den Weinbau beschränken und dem Beispiel von Schaffhausen folgen.

Personne ne demandant plus la parole M. le président met aux voix la proposition de M. le rapporteur, qui est adoptée avec l'amendement de M. le Dr Guillaume. Il donne ensuite la parole à M. le chanoine de Cocatrix pour son rapport sur

Les examens pédagogiques des recrues en Valais de 1886 à 1906.

M. le chanoine **de Cocatrix** donne un résumé de son travail publié dans le journal de statistique (1907 IIme volume, page 191) et divisé en 2 parties:

1° Le Valais en général, II° les 13 districts en particulier.

En 1886, les résultats pour le Valais et la Suisse étaient les suivants:

	Bons résultats totaux	Mauvais résultats totaux	Lecture		Composition		Calcul		Instruction civique	
			note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5
Valais	5	39	36	30	24	44	32	33	23	36
Suisse	21	9	68	9	47	19	53	18	34	33

La note moyenne du Valais était de 12.20
„ „ „ de la Suisse „ „ 9.98, différence 2.22.

Le Valais occupait le 24me rang parmi les cantons.

A l'heure actuelle, en 1906, les résultats sont les suivants:

	Bons résultats totaux	Mauvais résultats totaux	Lecture		Composition		Calcul		Instruction civique	
			note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5	note 1 et 2	note 4 et 5
Valais	34	4	87	1	71	3	80	5	66	6
Suisse	36	5	89	1	73	3	74	7	61	9

En 1906, la note moyenne du Valais est de 7.48
„ „ „ „ „ de la Suisse „ „ 7.52.
Différence en faveur du Valais . . . 0.04
Progrès du Valais de 1886 à 1906: 4.72
„ de la Suisse „ 1886 „ 1906: 2.46.

Le Valais occupe en 1906 le 10me rang parmi les cantons.

M. le rapporteur indique quelques difficultés spéciales du Valais, qui nuisent considérablement au déve-

loppement de l'école primaire; ce sont; 1° la durée relativement courte de l'école primaire; 84 % n'ont que 6 mois de classe; 2° le petit nombre de classes graduées selon la force des élèves; 3° le nombre peu élevé de jeunes gens qui ont suivi une école supérieure; 4° l'usage habituel du patois en dehors des classes; 5° les classes nomades; 6° l'absence de classes spéciales pour les enfants anormaux et peu doués.

Voici les moyens signalés par le rapporteur, mis en œuvre depuis 20 ans et qui ont contribué à élever le niveau de l'école en Valais: 1° l'école normale reconstituée et portée à 2, puis maintenant à 3 ans; 2° Examens d'émancipation à la sortie de l'école primaire; 3° livret scolaire; 4° cours de répétition pour les jeunes gens émancipés de l'école primaire; 5° cours préparatoire au recrutement; 6° publication officielle des noms des recrues qui n'ont obtenu que la note 1 ou 2 à l'examen de recrutement.

La 2me partie du travail de M. de Cocatrix étudie en détail chacun des 13 districts, signale leurs progrès; les compare entre eux et arrive à d'intéressantes conclusions.

Chacun peut se rendre compte, à la lecture du travail de M. de Cocatrix, que le canton du Valais a fait de sensibles progrès de 1886 à 1906.

Puisse-t-il progresser encore.

Les applaudissements prolongés prouvent à M. le rapporteur combien son discours a été écouté avec attention et intérêt; aussi les remerciements chaleureux de M. le président à l'orateur pour son discours éloquent et l'ouvrage si consciencieux qu'il a offert, sont-ils l'expression des sentiments de toute l'assemblée.

Herr Abbé **Meyer,** Kantonsbibliothekar, benützt als erster die Diskussion, um darauf hinzuweisen, wie verschiedene Publikationen im Kanton, so z. B. der „Schullehrerfreund“ und „Ami des régents“, seit 1854 erscheinend, später im Jahre 1881 die „Ecole primaire“, dann im Jahr 1898 der „Erziehungsfreund“, im ferneren mehrere Walliser Zeitungen wesentlich zur Hebung der Erziehung in Schule und Haus beigetragen haben. Ein erfreulicher Einfluss ist aber auch den Lehrerkonferenzen zuzuschreiben, welche in den letzten Jahren besser besucht werden und denen auch die Behörden ihre Aufmerksamkeit widmen; die Sympathie für Schule und Erziehung hat dadurch sehr gewonnen. Noch sollte aber auch der Mutter- und Mädchenbildung in unsern weiblichen Normalschulen mehr Aufmerksamkeit geschenkt werden. Den Lehrerkonferenzen sollten auch Lehrerinnenkonferenzen zur Seite gestellt werden. Die Mutter ist stets die erste Lehrerin und die beste Vorbereiterin und Beschützerin unserer Rekruten. Die Mutter übt ihre erzieherische Pflicht daheim aus; sie ermutigt, straft, belohnt und teilt sich dadurch in die Aufgabe des Lehrers und der Lehrerin.

Herr Erziehungsdirektor **Burgener** will die Diskussion nicht schliessen lassen, ohne dem Referenten für seine vorzügliche Arbeit noch speziell zu danken. Dank der in alle Details hineinzündenden Arbeit des Chorherrn de Cocatrix wird den mit unsern eigenartigen Verhältnissen noch wenig vertrauten Mitbürgern aus andern Kantonen, durch den Hinweis auf unsere Resultate bei den Rekrutenprüfungen und auf die bezüglichen Bestrebungen, die Gelegenheit geboten, einen tiefen Blick in unser Schulwesen überhaupt zu tun, alle die zahlreichen Mittel und Wege kennen zu lernen, zu denen wir Walliser greifen müssen, um unsern Primarunterricht zu heben und namentlich die grossen Schwierigkeiten zu würdigen, mit denen wir zu kämpfen haben.

Der Verfasser der vorwürfigen Arbeit hat gut daran getan, seine statistische Studie auf den Kanton Wallis zu beschränken, in dem Sinne, dass er es unterlassen hat, Vergleichungen mit andern Kantonen anzustellen, bei denen die Verhältnisse ganz anders als bei uns liegen. Das Bild, das da herausgekommen wäre, hätte jedenfalls kein getreues, sondern ein teilweise zu günstiges, teilweise aber auch zu ungünstiges ergeben, je nachdem man den einen oder andern Faktor hätte mitsprechen oder schweigen lassen.

Die Arbeit des Herrn de Cocatrix ist namentlich für uns Walliser von grossem Werte. Sie weist mit ungetrübtem Kennerblicke auf die schwachen Punkte hin, denen die Erziehungsdirektion eine besondere Aufmerksamkeit widmen soll.

Als Erziehungsdirektor möchte Redner, nebst andern, ganz besonders 3 Punkte festhalten. Wir müssen in erster Linie bestrebt sein, dass künftighin den sog. geistesschwachen, aber bis zu einem gewissen Grade bildungsfähigen Kindern eine besondere Fürsorge zu teil werde. Bis jetzt besuchten diese von der Natur etwas stiefmütterlich bedachten Geschöpfe die öffentlichen Dorfschulen und bildeten da vielfach einen bedeutenden Hemmschuh für den ordentlichen Gang derselben. Das neue Schulgesetz, das unlängst in Kraft getreten ist, macht es nun Staat und Gemeinden zur Pflicht, für die nicht ganz normal veranlagten Kinder eigens zu sorgen und sie in besondern Anstalten unterzubringen. Der Kanton Wallis besitzt bereits in Gerunden bei Siders eine Taubstummenanstalt, die ein Segen für das Land ist; derselben muss aber in absehbarer Zeit eine Anstalt für schwachsinnige Kinder angegliedert werden. Als Muster schwebt dem Redner die Anstalt Hohenrain in Luzern vor. Wenn Wallis einmal diese Anstalt besitzt, werden auch bei den Rekrutenprüfungen hoffent-

lich die noch immer zu zahlreich vorhandenen Vierer und Fünfer allmählich verschwinden. Wir versprechen uns überhaupt namhafte Wirkungen von den durch das neue Gesetz eingeführten ärztlichen Schulvisiten, wodurch die Ausscheidung und Entfernung aller den ordentlichen Gang einer Schule stark behemmenden Elemente veranlasst werden sollen.

Der zweite schwierige Punkt, den Redner festgehalten hat, ist die Schwäche der Rekruten in bezug auf ihre Kenntnisse in der Vaterlands- oder Verfassungskunde. Die Inferiorität unserer Rekruten in diesem Fache mag vielfach daher rühren, dass bis jetzt in den Primar- bezw. Ergänzungsschulen kein bezügliches Handbüchlein eingeführt war. Die Erziehungsdirektion wird dafür sorgen, dass diese Lücke so bald als möglich ausgefüllt wird.

Ein dritter Haken für eine normale Entwicklung unseres Schulwesens sind leider immer noch unsere Halbtagsschulen und die sogenannten Nomadenschulen. In ersteren wurde der Unterricht bis jetzt meistens so erteilt, dass beispielsweise vormittags die Knaben und nachmittags die Mädchen Unterricht erhielten. Dank den bald überall eingeführten Schul- bezw. Mittagssuppen werden diese Halbtagsschulen allmählich von der Bildfläche verschwinden und in gemischten Ganztagschulen aufgehen. Den sogenannten Nomadenschulen wird es etwas schwerer sein, ernstlich beizukommen, da sie in gewissen Gegenden durch die Not der Lebensverhältnisse bedingt und ein beinahe unvermeidliches Übel sind. Immerhin ist die Erziehungsdirektion auch hier darauf bedacht, Wandel zu schaffen, in dem Sinne wenigstens, dass dafür gesorgt wird, den betreffenden Kindern den nötigen Unterricht in möglichst regelmässiger Weise zu vermitteln.

Die Arbeit des Herrn de Cocatrix wird uns ein neuer Ansporn sein, auf dem Gebiete des öffentlichen Unterrichts ein Mehreres zu leisten, um unser Schulwesen trotz der Schwierigkeiten demjenigen fortschrittlicherer Kantone immer ebenbürtiger zu gestalten. Wir hoffen, dass durch eine grösstmögliche Verbreitung der Arbeit des Herrn de Cocatrix die vielfach noch bestehenden Vorurteile und falschen Anschauungen betreffend den Kanton Wallis ein für allemal verschwinden und fallen werden.

M. le Dr **Guillaume** remercie également M. le chanoine de Cocatrix d'avoir présenté un rapport aussi complet sur les résultats des examens pédagogiques des recrues valaisannes. Ce rapport provoquera sans nul doute dans d'autres cantons des travaux semblables, qui stimuleront encore davantage l'émulation dans le but d'élever le plus possible le niveau intellectuel et moral de la jeunesse. Malgré les difficultés que rencontre le Valais et qui viennent d'être énumérées, ce canton a réussi à obtenir un très bon rang au tableau des notes moyennes générales qu'obtiennent maintenant des recrues.

Lors de la réunion d'Altdorf en 1904, M. Lambelet présenta un tableau graphique qui indiquait les progrès réalisés depuis une 20e d'années dans l'instruction scolaire des recrues en Suisse. Ce tableau représentait un long train de chemin de fer lancé sur un plan incliné vers le sommet d'une montagne qui est le but à atteindre. Les cantons accusant les meilleures notes étaient dans les premiers wagons et ceux qui avaient obtenu les plus mauvaises étaient relégués dans les derniers. Dans ceux-ci on remarquait entre autres le Valais. Depuis lors, ce canton a fait un louable effort et il est à même de prendre un billet de IIe sinon de Ire classe. Il a donc droit à nos sincères félicitations.

A la louange de certains districts, notamment de celui de Conches, on doit cependant dire que, depuis longtemps déjà, ils se distinguaient par les bons résultats obtenus dans les examens pédagogiques. Ce résultat réjouissant est attribué à la sollicitude avec laquelle les membres du clergé s'occupent, pendant les longues soirées d'hiver, à développer parmi les jeunes gens sortis de l'école primaire, le goût de saines récréations et d'élever leur niveau intellectuel et moral. Mais ce qui est plus réjouissant encore, c'est que, à entendre le chef du Département de l'instruction publique, les valaisans ne sont pas encore satisfaits des progrès qu'ils ont réalisés, puisque M. le conseiller Burgener vient de nous énumérer toute une série d'améliorations qu'il se propose d'introduire. Parmi les innovations qu'il a mentionnées, il en est une qui était bien digne d'attirer son attention, c'est celle qui a pour but de s'occuper des enfants arriérés ou faibles d'esprit. Depuis quelques années, on fait examiner dans le plus grand nombre des cantons l'état de santé physique et mentale des enfants qui entrent pour la première fois à l'école, et les résultats de cette enquête annuelle ont provoqué non seulement la création de classes spéciales et d'établissements spéciaux pour les enfants retardés, mais elle a aussi attiré l'attention sur les enfants atteints d'infirmités ou de maladies physiques. Parmi ces derniers, il en est un nombre relativement élevé qui sont délicats et malingres, et dont la santé pourrait être améliorée par une alimentation rationnelle et autres soins hygiéniques. On ne doit pas oublier que peu d'années après leur sortie de l'école primaire, ces élèves auront à se présenter au recrutement et que nombre d'entre eux seront exemptés du service militaire pour défaut de taille, pour faiblesse de constitution, manque d'intelligence et autres motifs de réforme, si pendant les années qu'ils passent sur les bancs de l'école, on ne

songe pas à améliorer leur état de santé. Il importe dès lors de chercher à réduire à un minimum le nombre de ces exemptions du service militaire.

Les résultats de l'examen sanitaire des recrues feront bientôt l'objet d'une statistique, à l'instar de ceux des examens pédagogiques, et il est à espérer qu'elle éclairera l'opinion publique et provoquera une émulation semblable à celle que produiront des travaux comme celui de M. le chanoine de Cocatrix. Il est à espérer que chaque canton tiendra à honneur de présenter au recrutement la plus forte proportion de jeunes gens, non seulement bien instruits, mais aussi de santé forte et vigoureuse. Toutefois, pour arriver à ce résultat, il est nécessaire que les autorités scolaires, se souvenant de l'axiome: „Mens sana in corpore sano", tout en perfectionnant les méthodes pédagogiques, ne perdent pas de vue la santé des élèves, afin d'élever et de former un nombre toujours plus grand d'hommes éclairés et robustes.

Le Canton du Valais, qui ne procède pas encore à une visite sanitaire des enfants entrant pour la première fois à l'école, ne tardera pas à introduire cette utile innovation.

Herr Dr. **J. J. Kummer:** Nachdem ich im Jahre 1866, als die schweizerische gemeinnützige Gesellschaft in Sitten tagte und unter anderem auch den Stand des Volksschulwesens im Kanton Wallis diskutierte, bei dieser Gelegenheit mir erlaubt habe, auf einige Mängel der Walliser Schulgesetzgebung hinzuweisen, wie: die allzu kurze Vorbereitung der Primarlehrer, den Mangel einer fachmännischen Schulinspektion, ist es nicht nur meine Pflicht, sondern eine wahre Freude, die Fortschritte zu konstatieren, welche in den letzten Jahrzehnten hauptsächlich unter der Leitung des Walliser Schulwesens durch unsern Herrn Präsidenten und der bereitwilligen Mitwirkung der anderen Behörden im Schulwesen des Wallis erreicht worden sind. In der Tat, nachdem man angefangen hat, die Primarlehrer durch zwei-, ja durch dreijährige Kurse heranzubilden und ihre Schultätigkeit durch Fachmänner regelmässig zu Handen der Regierung zu kontrollieren, und seitdem man auch die Schüler auf ihre Leistungen genau prüft und nur diejenigen aus der Schule entlässt, welche beim Austrittsexamen sich über das geforderte Mass der Schulbildung ausweisen, bei ungenügenden Leistungen dagegen die Schüler noch ein, ja zwei Jahre in der Schule zurückbehält, wird es der Schule möglich gemacht, auch bei der kurzen Schulzeit noch erfreuliche Fortschritte zu erzielen, zu welchen wir Euch von Herzen Glück wünschen.

Aber ihr dürfet nicht ausruhen!

Während Ihr bisher einen grossen Teil Eurer Zeit und Eurer Kraft dazu verwenden musstet, um den Verheerungen der Rhone zu wehren und die durch sie zerstörten Güter zu erhalten, so dass die Rhone als der Land und Leute stets bedrohende Lindwurm betrachtet werden konnte, schlängelt sich jetzt längs der gebändigten Rhone von einem Ende Eures Tales zum andern von West nach Ost die Eisenbahn, und weitere Verbindungen mit dem Auslande nordwärts und südwärts stehen bevor.

Diese Verbindungen werden nur dann Euerm Volke nützlich, nicht schädlich sein, wenn Ihr zum Wettkampf auf dem wirtschaftlichen Boden Euch gerüstet zeigt.

Die Konkurrenten auf dem Gebiete der Landwirtschaft und auf demjenigen der Industrie sind durch die Eisenbahn ganz in Eure Nähe gerückt. Derjenige Konkurrent wird in diesem Kampfe als Sieger hervorgehen, welcher bei mässigen Preisen die besten Waren liefert.

Ja, das Ausland sendet nicht nur konkurrierende Weine, Gemüse, Brennmaterialien und andere Rohstoffe und Industrieprodukte jeder Art in Euer Land, sondern auch geschulte und gelernte Arbeitskräfte jeder Berufsart, welche Eurer Jugend auf jedem Gebiete nützlicher Tätigkeit Konkurrenz machen und nach und nach sich in Euerm Lande festsetzen, wenn Ihr nicht durch Eure Schul- und Eure Berufsbildung im stande seid, Eure Stellung zu behaupten.

Heute noch sind diese herrlichen Reben, diese fruchtbaren Äcker und Obstgärten, diese gewaltigen Wasserkräfte, die sich jetzt in den Dienst der Industrie stellen, Euer. Sie bleiben Euer, wenn Ihr zielbewusst durch eine zweckmässige Schul- und Berufsbildung Eure Jugend dahin erzieht, in altschweizerischer Einfachheit, Pflichttreue und Ausdauer, aber auch ausgerüstet mit den Fortschritten der Gegenwart den Wettkampf durchzuführen. Möge die Vorsehung Euch auch in diesem Kampfe unterstützen!

M. le Dr de **Courten,** inspecteur scolaire à Sierre: Je tiens à compléter les observations de M. le chanoine de Cocatrix concernant les écoles nomades. Je citerai quelques communes du district de Sierre seulement, pour vous faire comprendre les difficultés que rencontre l'instruction par suite du nomadisme.

Ainsi Painsec, village de St-Jean dans la vallée d'Anniviers, a des élèves qui vont à Mayoux, Vissoye, Fang, Zinal et Sierre. Vissoye a des élèves qui vont à Zinal, à Sierre et aussi à St-Jean. A Grimentz quelques enfants fréquentent l'école de Zinal. A Lens il y a un régent supplémentaire qui ouvre son école à Lens en novembre; les écoles communales commencent en

novembre à Was et Flonthey. Vers le 15 décembre, le régent supplémentaire descend à Flonthey et dirige son école composée des enfants dont les parents restent au village à la mi-côte. Cet instituteur a naturellement une école mixte. Lorsque dans les mois de décembre et janvier les écoles des communes d'Ayer et Mission sont à Zinal, nombre d'enfants ont presque 2 heures à faire chaque jour pour venir à l'école. A Fang, commune de Chandolin, il n'y avait jusqu'à ces dernières années que 4 mois d'école, interrompus au mois de mars, pendant le séjour des annivards. L'école s'ouvrait en décembre pour être interrompue en mars et recommencée en avril. Pendant l'interruption, les élèves n'avaient point d'école, ou bien se réfugiaient dans l'école de Chandolin à Mura ou dans celle de Veyraz sur Sierre. Ce court et bien incomplet aperçu vous fera comprendre les difficultés que rencontre l'instruction dans certaines parties du Valais. Malgré cela, je dois dire que, grâce au zèle du personnel enseignant et à la bonne volonté des élèves, ces écoles ont cependant de réjouissants progrès à enregistrer.

La discussion etant close, et la liste des tractanda épuisée, M. le président Bioley exprime à l'assemblée ses sincères félicitations pour le travail accompli pendant ces deux jours de réunion et invite les membres à se rendre, conformément au programme, au banquet final qui a eu lieu au Grand Hôtel Il a été prononcé de même à ce banquet d'excellentes paroles, ainsi par M. de **Courten**, président de la ville de Sion, qui boit à la prospérité de la Société suisse de statistique; par M. le Dr **Guillaume** qui porte son toast au peuple valaisan et aux autorités cantonales; par M. **Meisser**, archiviste cantonal à Coire; par M. **Näf**, chef du bureau de statistique du canton d'Argovie, et par M. **Couchepin**, président du Conseil d'Etat, qui prie les statisticiens de ne pas compter *avec* les Valaisans, mais de compter *sur* les Valaisans.

Les heures s'écoulèrent vite, trop vite hélas! et les trains du soir emmenèrent vers le haut et vers le bas les hôtes qui, dans cette antique et intéressante cité, avaient joui d'une si franche et généreuse hospitalité. Chacun aura emporté de ces deux journées et de nos braves compatriotes valaisans un excellent souvenir.

Sion, le 22 octobre 1907.

Le président:
Bioley,
conseiller d'Etat.

Les secrétaires:
W. Hænni,
secrétaire cantonal des apprentissages.

François Giroud,
secrétaire agricole.

G. Lambelet.

Chiffres absolus et chiffres proportionnels qui ont servi de base pour l'exécution des tableaux graphiques

présentés par **Georges Lambelet.**

1er tableau.

La population du canton du Valais d'après l'origine.

(Recensement fédéral du 1er décembre 1900.)

Canton et districts	Population de résidence ordinaire	Bourgeois de la commune de résidence	Bourgeois d'autres communes du canton	Bourgeois d'autres cantons	Etrangers	Sur 1000 personnes de la population résidente, étaient			
						bourgeois de la commune de résidence	bourgeois d'autres communes du canton	bourgeois d'un autre canton	étrangers
Canton . . .	**114,438**	**81,795**	**21,030**	**3,395**	**8,218**	**715**	**184**	**29**	**72**
1. Brig	9,941	3,835	1,994	476	3,636	386	200	48	366
2. Conthey	8,928	8,145	581	113	89	912	65	13	10
3. Entremont . . .	9,399	8,808	437	39	115	937	47	4	12
4. Goms	4,204	3,526	635	25	18	839	151	6	4
5. Hérens	6,943	6,522	353	18	50	939	51	3	7
6. Leuk	6,673	4,590	1,836	147	100	688	275	22	15
7. Martigny. . . .	12,645	9,216	2,471	314	644	729	195	25	51
8. Monthey	11,166	7,009	2,104	698	1,355	628	188	63	121
9. Raron.	6,609	5,289	922	34	364	800	140	5	55
10. St-Maurice . . .	7,578	5,149	1,283	477	669	680	169	63	88
11. Sierre.	11,567	8,323	2,706	204	334	719	234	18	29
12. Sion	10,871	5,097	4,190	786	798	469	386	72	73
13. Visp	7,914	6,286	1,518	64	46	794	192	8	6

2e tableau.

La répartition de la population du canton du Valais au 1er décembre 1900.

Communes de plus de 2000 âmes.

Brig.	Nendaz.	Bagnes.	St-Maurice.	Savièse.
Naters.	Orsières.	Monthey.	Lens.	Sion.

Communes de 1000 à 2000 âmes.

Glis.	Ayent.	Fully.	Martigny-Combe.	Troistorrents.
Ardon.	Evolène.	Isérables.	Martigny-Ville.	Vouvry.
Chamoson.	Hérémence.	Leytron.	Saxon.	Salvan.
Liddes.	Leuk.	Martigny-Bourg.	Collombey-Muraz.	Chalais.
				Sierre.

Communes de 500 à 1000 âmes.

Mund.	Gampel.	Port-Valais.	Evionnaz.	Arbaz.
Ried-Brig.	Leukerbad.	St-Gingolph.	Massongex.	Bramois.
Vétroz.	Salgesch.	Val-d'Illiez.	Vérossaz.	Grimisuat.
Sembrancher.	Turtmann.	Vionnaz.	Ayer.	Salins.
Vollèges.	Charrat.	Bitsch.	Grône.	St. Niklaus.
St-Martin.	Riddes.	Grengiols.	St-Léonard.	Törbel.
Vex.	Champéry.	Raron.	St-Luc.	Visp.
				Visperterminen.
				Zermatt.

Communes de moins de 500 âmes.

Le reste des communes valaisannes.

3e et 4e tableaux.

Répartition de la population par classes d'âge et par sexe, calculée pour 10,000 âmes de la population.

Classes d'âge	Suisse		Valais		Tessin		Genève	
	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin
0— 4 ans	1164	1119	1136	1193	1207	995	831	724
5— 9	1036	996	1031	1084	1093	909	744	679
10—14	964	927	983	1017	1069	914	718	626
15—19	978	926	993	890	919	893	940	942
20—24	907	908	842	783	811	871	1036	1075
25—29	844	808	778	707	732	748	1061	961
30—34	727	710	702	674	647	674	928	866
35—39	660	658	679	652	567	626	828	800
40—44	569	582	572	582	516	565	665	698
45—49	464	481	485	481	464	510	558	573
50—54	424	462	449	488	452	531	490	506
55—59	397	436	415	423	409	484	411	467
60—64	322	367	327	367	386	455	319	411
65—69	239	271	265	290	298	345	225	293
70—74	165	188	173	189	222	242	140	205
75—79	93	105	111	108	136	151	69	112
80—84	36	42	45	54	51	63	29	47
85—89	10	12	12	16	18	20	7	12
90 ans et plus . . .	1	2	2	2	3	4	1	3

5e tableau.

Mariages, naissances et décès en Valais de 1871–1905, proportion par année et pour 1000 habitants.

Années	Mariages	Naissances	Décès
1905	6.2	31.0	20.1
1904	6.5	31.8	20.2
1903	6.2	30.4	18.3
1902	6.2	32.1	19.8
1901	6.8	31.3	22.2
1900	6.6	30.9	20.2
1899	6.1	30.0	19.5
1898	5.8	29.3	20.2
1897	5.7	28.9	17.8
1896	5.3	29.2	17.3
1895	6.0	30.0	20.1
1894	5.7	28.9	22.5
1893	6.0	30.5	20.4
1892	5.7	29.8	18.7
1891	6.2	31.3	19.7
1890	6.0	29.2	22.1
1889	6.2	30.6	24.1
1888	6.1	30.5	19.9
1887	6.0	30.4	23.2
1886	6.2	29.7	20.5
1885	6.2	29.7	19.7
1884	5.9	29.7	18.3
1883	6.1	29.9	19.4
1882	5.6	29.3	20.3
1881	5.6	31.9	21.3
1880	5.5	29.3	21.9
1879	5.3	31.0	19.1
1878	5.9	32.9	20.9
1877	6.1	30.2	22.1
1876	4.9	32.6	20.4
1875	8.4	31.1	19.7
1874	6.0	29.7	17.9
1873	5.8	30.7	19.8
1872	6.4	30.6	23.5
1871	6.3	28.8	26.4

Suite du 5e tableau.

Les accidents mortels en Valais et en Suisse 1891—1905.

Proportion des accidents mortels pour 1000 habitants		
Années	Suisse	Valais
1905	6.0	5.7
1904	6.1	8.0
1903	5.9	6.8
1902	5.9	6.8
1901	6.5	7.8
1900	5.8	8.0
1899	6.2	9.6
1898	5.6	6.7
1897	5.7	7.4
1896	5.5	4.9
1895	5.4	6.0
1894	5.5	6.7
1893	5.8	6.4
1892	5.4	6.2
1891	5.8	6.7

Les accidents mortels d'après leur nature, en Suisse et en Valais, pour 100,000 habitants			
Genre de mort		Moyenne annuelle pour la période de 1876-1905	
		Suisse	Valais
Noyés	enfants	3.0	4.0
	adultes	5.4	4.4
		8.4	8.4
Chute d'un lieu élevé .	enfants	2.0	3.3
	adultes	14.9	20.9
		16.9	24.2
Ecrasés sous un éboulement, une avalanche, etc.	enfants	0.2	0.3
	adultes	1.2	5.1
		1.4	5.4
Assommés par un agent quelconque	enfants	0.4	2.3
	adultes	2.6	6.3
		3.0	8.6
Brûlés	enfants	3.1	3.7
	adultes	1.7	1.1
		4.8	4.8

6e tableau.

Proportion des décès en Valais avec attestation médicale de la cause.

Districts	Total des décès			Avec attestation médicale de la cause			Sur 100 décès, combien avec attestation médicale		
	1891/1895	1896/1900	1901/1905	1891/1895	1896/1900	1901/1905	1891/1895	1896/1900	1901/1905
1. Brig	613	763	871	359	486	680	59	64	78
2. Conthey	835	861	888	200	241	242	24	28	27
3. Entremont . . .	898	808	871	318	269	259	35	33	30
4. Goms	465	446	494	165	201	300	35	45	61
5. Hérens	733	614	689	153	150	177	21	24	26
6. Leuk	674	646	688	520	523	561	77	81	82
7. Martigny	1,145	1,192	1,300	537	585	682	47	49	52
8. Monthey	1,097	1,179	1,228	728	824	868	66	70	71
9. Raron	633	604	643	213	239	277	34	40	43
10. St-Maurice . . .	635	693	763	330	398	435	52	57	57
11. Sierre	1,145	1,021	1,253	648	628	902	57	62	72
12. Sion	1,043	1,060	1,139	824	818	877	79	77	77
13. Visp	787	719	853	325	288	423	41	40	50
Canton	10,703	10,606	11,680	5320	5650	6683	50	53	57

7e tableau.

Emigration des Valaisans pour les pays d'outre-mer 1881—1906.

Année	Total des émigrants	
1881	146	3320; par an 332
1882	395	
1883	795	
1884	206	
1885	337	
1886	411	
1887	216	
1888	274	
1889	267	
1890	273	
1891	203	1749; par an 175
1892	337	
1893	198	
1894	187	
1895	236	
1896	210	
1897	76	
1898	97	
1899	79	
1900	126	
1901	124	959; par an 160
1902	118	
1903	117	
1904	202	
1905	242	
1906	156	

8e et 9e tableaux.

Recensement des entreprises du 9 août 1905.

1. Nombre des entreprises.

Districts	Total	Agriculture	Industrie et métiers	Commerce	Voies de communication, transports	Professions libérales
1. Brig . . .	1,455	872	252	218	79	34
2. Conthey . .	1,939	1,570	212	126	14	17
3. Entremont .	2,463	1,947	284	164	48	20
4. Goms . .	1,141	841	148	82	40	30
5. Hérens . .	1,598	1,253	180	76	76	13
6. Leuk . . .	1,427	1,101	153	83	64	26
7. Martigny .	2,757	1,983	362	307	62	43
8. Monthey .	2,426	1,487	451	328	113	47
9. Raron . .	1,511	1,243	159	59	31	19
10. St-Maurice .	1,787	1,116	294	252	96	29
11. Sierre .	2,309	1,800	262	154	48	45
12. Sion . . .	1,770	1,205	273	184	49	59
13. Visp . . .	2,010	1,370	196	180	227	37
Canton	**24,593**	**17,788**	**3,226**	**2,213**	**947**	**419**

2. Nombre des personnes actives dans les entreprises.

Districts	Total		Agriculture		Industrie et métiers		Commerce		Voies de communication, transports		Professions libérales	
	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin	masculin	féminin
1. Brig	3,469	1,746	1,480	1,251	1,376	95	311	368	270	20	32	12
2. Conthey . . .	3,354	2,536	2,852	2,357	356	78	108	78	20	14	18	9
3. Entremont . .	3,765	3,176	3,183	2,783	360	87	153	275	59	18	10	13
4. Goms	1,749	1,453	1,417	1,238	91	16	143	165	90	27	8	7
5. Hérens	2,537	2,284	2,133	2,049	178	32	137	175	85	18	4	10
6. Leuk	2,185	1,731	1,693	1,488	224	39	99	173	141	17	28	14
7. Martigny . . .	5,021	3,507	3,584	2,769	901	316	279	367	203	31	54	24
8. Monthey . . .	4,496	2,998	2,727	1,965	1,102	362	350	564	255	61	62	46
9. Raron	2,160	1,922	1,923	1,774	132	45	56	83	38	13	11	7
10. St-Maurice . .	3,610	2,061	1,721	1,421	1,300	170	260	415	293	33	36	22
11. Sierre	4,472	3,168	3,399	2,798	661	62	260	254	112	24	40	30
12. Sion	4,090	2,538	2,857	2,050	711	197	262	252	162	25	98	14
13. Visp	3,445	3,107	2,323	2,198	247	58	482	786	376	45	17	20
Canton . .	**44,353**	**32,227**	**31,292**	**26,141**	**7,639**	**1,557**	**2,900**	**3,955**	**2,104**	**346**	**418**	**228**

3. Genres d'entreprises les plus fortement représentés en Valais et les personnes actives dans ces entreprises (l'agriculture exceptée).

Genres d'entreprises et spécialités	Nombre des entreprises	Hommes	Femmes	Total
1. Restaurants et auberges non dépendant d'un hôtel . .	739	464	966	1430
2. Commerce d'épicerie, denrées coloniales	474	298	415	713
3. Menuiserie	415	720	14	734
4. Camionnage, voiturage, etc.	332	580	20	600
5. Fabrication de chaussures .	306	383	45	428
6. Confection de vêtements pour femmes et enfants . . .	287	4	376	380
7. Guides de montagne . . .	265	240	2	242
8. Hôtels et pensions . . .	254	1366	2142	3508
9. Meunerie	219	252	40	292
10. Boulangerie et confiserie .	186	267	103	370
11. Sciage du bois	183	266	9	275
12. Confection de vêtements pour hommes	156	169	61	230
13. Maréchalerie	150	248	8	256
14. Maçonnerie	132	454	10	464
15. Charpenterie	131	229	7	236
16. Commerce de vins et de spiritueux	114	146	31	177
17. Tonnellerie et boissellerie .	97	109	5	114
18. Blanchissage et repassage .	96	15	182	197
19. Avocats, notaires	83	92	1	93
20. Commerce de produits du marché	81	61	65	126
21. Boucherie et charcuterie .	73	111	34	145
22. Commerce de gros et de petit bétail	70	54	1	55
23. Charronnerie et carrosserie	68	95	4	99

10e tableau.

Notes moyennes des examens pédagogiques des recrues valaisannes 1887—1906.

	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
1. Brig . . .	12.14	12.85	11.70	10.17	10.81	10.32	8.55	9.92	8.95	8.89	9.68	8.45	8.95	8.29	9.95	9.06	8.36	9.09	8.63	8.48
2. Conthey .	12.05	12.71	11.73	11.66	10.37	9.92	11.01	10.45	8.91	8.92	9.56	8.89	8.49	7.95	8.27	7.82	8.46	7.51	7.46	7.65
3. Entremont .	12.20	11.31	11.11	10.61	10.52	9.69	10.93	9.88	9.02	9.20	8.70	8.12	8.48	8.32	8.24	7.02	7.50	7.76	8.01	6.85
4. Goms . .	11.48	11.37	9.68	8.86	9.49	9.39	7.47	7.41	7.15	7.42	7.42	7.31	6.52	8.02	7.62	7.59	7.37	7.65	6.90	7.10
5. Hérens . .	12.80	12.48	11.81	11.16	11.62	10.00	8.77	9.34	9.09	8.73	9.17	9.02	7.20	7.67	8.72	7.92	9.29	7.05	7.55	7.88
6. Leuk . .	11.78	13.00	11.92	10.32	10.15	9.62	9.16	9.65	8.37	9.15	8.49	9.18	9.46	8.33	9.59	9.82	8.04	8.56	8.16	7.86
7. Martigny .	12.00	11.63	10.23	11.32	9.57	8.89	10.88	10.30	9.40	8.80	8.80	8.47	8.33	8.33	8.46	9.17	8.55	9.17	7.82	7.73
8. Monthey .	11.79	12.51	10.94	11.42	9.36	9.41	10.08	10.45	10.78	9.26	8.47	8.96	8.61	8.69	7.91	8.44	8.27	7.32	7.88	6.54
9. Raron . .	11.86	12.14	11.65	9.77	9.91	9.43	9.30	8.35	8.35	9.15	8.14	8.03	7.66	8.26	7.30	7.84	7.56	8.39	8.61	7.15
10. St-Maurice .	11.36	10.25	10.58	10.36	9.49	9.10	8.41	10.11	9.13	8.02	7.69	6.86	8.00	7.61	7.51	7.40	7.71	7.32	6.73	6.73
11. Sierre . .	12.81	12.35	11.46	10.28	9.86	9.36	9.48	9.14	8.92	8.42	9.58	8.99	8.15	8.72	9.64	8.71	8.93	8.27	9.00	7.37
12. Sion . . .	11.01	11.39	10.10	9.39	10.42	9.31	9.24	9.94	9.23	8.85	8.54	7.87	7.82	7.81	7.61	8.00	7.92	6.97	6.92	7.67
13. Visp . . .	12.35	12.70	11.29	11.12	9.69	9.47	8.93	8.89	8.93	8.50	9.34	9.24	9.08	8.44	9.14	9.22	8.65	9.79	9.19	7.98
Canton . .	12.00	12.02	11.09	10.58	10.05	9.50	9.74	9.69	9.11	8.78	8.79	8.49	8.31	8.21	8.45	8.36	8.25	8.07	7.92	7.48
Suisse . .	**9.55**	**9.60**	**9.43**	**9.34**	**8.97**	**8.91**	**8.69**	**8.74**	**8.73**	**8.57**	**8.36**	**8.22**	**8.24**	**8.20**	**7.07**	**7.95**	**7.94**	**7.82**	**7.60**	**7.52**

Observation. Une recrue obtient pour chacune des branches d'examen: *lecture, composition, calcul et connaissances civiques,* l'une des notes 1, 2, 3, 4 ou 5, la note 1 étant la meilleure et 5 la plus mauvaise. La note moyenne totale peut donc être comprise pour chaque district entre:

$4 \times 1 = 4$ ou la meilleure note moyenne totale,

et $4 \times 5 = 20$ ou la plus mauvaise note moyenne totale.

La note $4 \times 3 = 12$ étant la note totale de qualité moyenne (également éloignée de 4 et de 20), on voit que tous les districts valaisans accusent depuis longtemps de meilleurs résultats d'ensemble que la moyenne.

Protokoll der Jahresversammlung der schweizerischen statistischen Gesellschaft

Montag den 21. Oktober 1907, abends 8½ Uhr,

im Gasthof zur Post in Sitten.

Herr Präsident Dr. **Kummer** eröffnet die Sitzung mit der Begründung der Ursachen, welche die Zentralkommission in die Lage versetzten, die Jahresversammlung von 1906 ausfallen zu lassen. Infolge Ablebens des Herrn de Chastoney in Sitten, der die Leitung der Versammlung hätte übernehmen sollen, und angesichts der hierdurch eingetretenen Verzögerung in den einzuliefernden Arbeiten sah sich die Zentralkommission genötigt, nachdem auch die Regierung des Kantons Wallis sich im gleichen Sinne ausgesprochen hatte, die Versammlung um ein Jahr hinauszuschieben. Die Zentralkommission musste deshalb, durch die Umstände gezwungen, entgegen den Statuten, welche eine jährliche Wiederwahl des Vorstandes vorsehen, die Leitung der Geschäfte für ein weiteres Jahr übernehmen. Auf Antrag des Herrn Meisser wird der Zentralkommission für ihr Vorgehen in dieser Angelegenheit, das in allen Teilen korrekt war, das Zutrauensvotum ausgesprochen.

Noch teilt das Präsidium mit, dass die Herren Regierungsrat Dr. Stössel, Professor Dr. Kinkelin und Kollbrunner ihre Abwesenheit schriftlich entschuldigen, ebenso wird der Inhalt von zwei Schreiben der Ehrenmitglieder Professor Dr. Georg von Mayr in München und de Foville in Paris bekannt gegeben, die ebenfalls verhindert sind, der freundlichen Einladung Folge zu leisten.

Zu den geschäftlichen Traktanden übergehend, erteilt der Präsident das Wort dem Kassier der Gesellschaft zur Vorlage der beiden Jahresrechnungen pro 1905 und 1906.

Der Kassier referiert hierüber folgendermassen:

1. Jahresrechnung der statistischen Gesellschaft pro 1905.

Die **Einnahmen** betrugen:	Fr.	Fr.
1. Aktiv-Restanz auf Ende 1904 . . .		2,879. 18
2. Zins von angelegten Geldern im Jahr 1904		92. 55
3. Beiträge der Behörden:		
a) Beitrag des Bundes .	6,000. —	
b) Beiträge der Kantonsregierungen	2,017. 50	
		8,017. 50
Übertrag		8,017. 50

		Fr.
	Übertrag	8,017. 50
4. Ertrag der Zeitschrift:		
a) Abonnements von Kantonsbehörden	Fr. 780. —	
b) Einzelabonnements . .	321. 80	
c) Ertrag des Kommissionsverlages	284. 35	
d) Jahresbeiträge von 312 Mitgliedern	1,560. —	
		2,946. 15
Summa der Einnahmen		13,935. 38

Die **Ausgaben** betrugen:

1. Kosten der Zeitschrift:	Fr.	Fr.
a) Druck und Spedition von 7 Lieferungen . .	10,739. 70	
b) Graphische Darstellungen	650. —	
c) Übersetzungskosten . .	30. —	
		11,419. 70
2. Statistik der Lebensmittelpreise:		
a) Honorar an Herrn Zuppinger, St. Gallen . .	300. —	
b) Übersetzungen der Tabellen	15. —	
		315. —
3. Verwaltungskosten		295. 40
Summa der Ausgaben		12,030. 10

Bilanz.

	Fr.
Einnahmen	13,935. 38
Ausgaben	12,030. 10
Aktiv-Restanz auf Ende 1905	1,905. 28

Befund der Rechnungspassatoren.

An Stelle des verstorbenen Herrn Hess haben die Unterzeichneten auf Wunsch des Herrn Adjunkt Lambelet die Kasse der schweizerischen statistischen Gesellschaft revidiert und einen Barbestand Fr. 3341. 48 vorgefunden, der mit dem sich aus der Rechnung ergebenden Kassasaldo genau übereinstimmt.

Bern, den 7. März 1906.

sig. Dr. **Guillaume.**
sig. **W. Zehnder,**
Statistiker des eidg. statistischen Bureaus.

Der unterzeichnete Rechnungsrevisor hat vorstehende Rechnung arithmetisch geprüft, mit den Belegen genau verglichen und in allen Teilen richtig befunden. Es wird deshalb Genehmigung derselben unter bester Verdankung an den Herrn Rechnungssteller beantragt.

Aarau, den 11. März 1906.

sig. **P. Conrad,** Regierungsrat.

Nach vorgenommener Prüfung der Rechnung schliesst sich der unterzeichnete Rechnungsrevisor dem Antrag des Herrn Regierungsrat Conrad an.

Zürich, den 16. Oktober 1906.

sig. Dr. **Thomann,** Statistiker.

2. Jahresrechnung der statistischen Gesellschaft pro 1906.

Die **Einnahmen** betrugen:

		Fr.
1. Aktiv-Restanz auf Ende 1905 . . .		1,905. 28
2. Zins von angelegten Geldern im Jahre 1905		96. 80
3. Beiträge der Behörden:	Fr.	
a) Beitrag des Bundes .	6,000. —	
b) Beiträge der Kantonsregierungen	2,017. 50	
		8,017. 50
4. Ertrag der Zeitschrift:		
a) Abonnements von Kantonsbehörden	773. 50	
b) Einzelabonnements . .	354. 70	
c) Ertrag des Kommissionsverlages	216. 65	
d) Jahresbeiträge von 291 Mitgliedern	1,455. —	
		2,799. 85
Summa der Einnahmen		12,819. 43

Die **Ausgaben** betrugen:

1. Kosten der Zeitschrift:	Fr.	Fr.
a) Druck und Spedition von 5 Lieferungen . .	9,917. 10	
b) Graphische Darstellungen	1,020. —	
		10,937. 10
2. Verwaltungskosten		374. 30
Summa der Ausgaben		11,311. 40

Bilanz.

	Fr.
Einnahmen	12,819. 43
Ausgaben	11,311. 40
Aktiv-Restanz auf Ende 1906	1,508. 03

Befund der Rechnungspassatoren.

Da die Herren Rechnungspassatoren nicht in Bern domiziliert sind und daher auch keine Gelegenheit haben, den Kassabestand zu revidieren, haben die Unterzeichneten, auf Wunsch des Rechnungsstellers, diesen Teil der Revision übernommen und bestätigen hiermit, den Kassasaldo in genauer Übereinstimmung mit der Rechnung und dem Kassabuche vorgefunden zu haben.

Bern, den 18. Februar 1907.

sig. Dr. **Guillaume.**
sig. **W. Zehnder,**
Sekretär des eidg. statistischen Bureaus.

Der unterzeichnete Rechnungsrevisor hat vorstehende Jahresrechnung arithmetisch geprüft, mit den Belegen genau verglichen und in allen Teilen richtig befunden. Es wird deshalb Genehmigung derselben unter bester Verdankung an den Herrn Rechnungssteller beantragt.

Aarau, den 15. März 1907.

sig. **P. Conrad,** Regierungsrat.

Nach vorgenommener Prüfung der vorstehenden Rechnung schliesst sich der unterzeichnete Rechnungsrevisor dem Antrage des Herrn Regierungsrat Conrad an.

Zürich, den 16. Oktober 1907.

sig. Dr. **Thomann,** Statistiker.

Beide Rechnungen werden von der Versammlung einstimmig genehmigt. Im Anschlusse an den Bericht des Kassiers gestattet sich ein Mitglied aus der Mitte der Gesellschaft die Frage aufzuwerfen, ob die Vergütung für die Lebensmittelpreisstatistik nicht vielleicht etwas hoch angesetzt worden sei. Eine Diskussion, die über diesen Gegenstand geführt wird, an der sich die Herren Dr. Mangold, Dr. Huber und Direktor Milliet beteiligen, führt zum Beschlusse der Versammlung, es sei dem Bearbeiter dieser Statistik auch für das Jahr 1906 die gleiche Subvention im Betrage von Fr. 300 zu verabfolgen.

Eine weitere Anfrage, ob es nicht möglich wäre, die Druckkosten der Zeitschrift, die etwas hoch erscheinen, durch Verständigung mit der Druckerei zu verringern, wird als zweifelhaft hingestellt, immerhin wird die Zentralkommission eingeladen, sich diesbezüglich mit der Druckerei ins Einvernehmen zu setzen.

3. Wahl des Vorstandes.

Aus der Mitte der Gesellschaft wird Bestätigung der bisherigen Mitglieder gewünscht; andere Namen werden nicht genannt. Die hierauf erfolgte Wahl in geheimer Abstimmung ergibt mit grossem Mehr Bestätigung des bisherigen Vorstandes.

4. Jahresversammlungen 1908 und 1909.

Herr Präsident Dr. **Kummer** hat die Freude, der Versammlung bekannt zu geben, dass nicht nur für das kommende Jahr 1908, sondern auch schon für das Jahr 1909 Einladungen von Kantonsregierungen eingelangt sind. Die Einladung für 1908 kommt aus dem Kanton Appenzell A.-Rh., die andere, für 1909, aus dem Kanton Obwalden. Der Wortlaut dieser zwei Schreiben ist folgender:

Speicher, den 10. Oktober 1907.

Landammann und Regierungsrat des Kantons Appenzell A.-Rh.
an
Herrn Staatsrat *Bioley,* Sitten.
Zu Handen der schweizerischen statistischen Gesellschaft bei Anlass ihrer Jahresversammlung in Sitten.

Hochgeachteter Herr Staatsrat!
Hochgeachtete Herren!

Wir gestatten uns hiermit, die höfliche und herzliche Einladung an Sie zu richten, Sie möchten Ihre nächstjährige Versammlung in herwärtigem Kanton abhalten und als Versammlungsort pro 1908 der Konferenz schweizerischer amtlicher Statistiker und der schweizerischen statistischen Gesellschaft *Herisau* bezeichnen. Da schon 40 Jahre verstrichen sind, seitdem die Gesellschaft in herwärtigem Kanton zusammengetreten ist (Versammlung in Trogen am 17. September 1867) und Ihre Zusammenkünfte ja den Zweck verfolgen, die Statistik zu popularisieren, so würden wir uns aufrichtig freuen, wenn Sie die Freundlichkeit hätten, unserer Einladung ins Appenzellerland ohne Aufschub Folge zu geben.

Mit vorzüglicher Hochachtung!

Im Namen des Regierungsrates
Der Landammann:
sig. **A. Eugster.**

Der Ratschreiber:
sig. **J. J. Tobler.**

Sarnen, den 14. Oktober 1907.

Landammann und Regierungsrat des Kts. Unterwalden ob dem Wald

an

Herrn Regierungsrat *Henri Bioley,*

Präsident des Ortskomitees der Jahresversammlung der schweizerischen Statistiker

Sitten.

Hochgeachteter Herr!

Auf die vertrauliche Anfrage des Herrn Dr. Guillaume, Direktor des schweizerischen statistischen Bureaus in Bern, ob man hierorts nicht geneigt wäre, eine der nächsten Versammlungen der schweizerischen Statistiker zu übernehmen, beehren wir uns, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass wir es uns zur Ehre anrechnen würden, diese Versammlung empfangen und beherbergen zu können.

Wir laden Sie also höflichst ein, die Jahresversammlung pro 1909 nach Sarnen zu verlegen, und geben uns gerne der Hoffnung hin, dass wir Ihnen mit unsern bescheidenen Verhältnissen zu genügen vermögen, im Fall Sie von unserer Einladung Gebrauch machen werden.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr, die Versicherung unserer vollkommenen Hochachtung!

Im Namen des Regierungsrates,

Der Landammann:

sig. **P. von Moos.**

Der erste Landschreiber:

sig. **Wirz.**

Mit grosser Akklamation wird von diesen Einladungen Kenntnis genommen und solche mit dem verbindlichsten Danke angenommen.

Sitten, 21. Oktober 1907.

Der Sekretär
der schweizerischen statistischen Gesellschaft:

G. Lambelet.

Sterblichkeit infolge tuberkulöser Krankheiten in der Schweiz in den Jahren 1901 bis 1906.

Mortalité par suite d'affections tuberculeuses en Suisse, de 1901 à 1906.

Sitz — *Siège*	1901		1902		1903		1904		1905		1906		Total 1901 bis - *à* 1906	%
	M.	W.	M.	W.	M.	W.	M.	W.	M.	W.	M.	W.		
Allgemeine Tuberkulose / *Tuberculose générale*	173	185	154	144	166	161	167	176	160	200	192	209	2,087	3.9
Lungenphthisie / *Phtisie pulmonaire*	3133	3108	3102	3178	3104	3276	3095	3357	3268	3362	3085	3322	38,390	71.0
Brustfelltuberkulose / *Tuberculose de la plèvre*	43	24	29	20	24	17	30	15	40	33	45	33	353	0.7
Tuberkulose des Bauchfells / *Tuberculose du péritoine*	66	113	68	126	73	111	80	145	93	127	74	109	1,185	2.2
Darmtuberkulose / *Tuberculose des intestins*	74	78	76	84	61	85	72	95	57	76	65	80	903	1.7
Gekrösdrüsentuberkulose / *Tuberculose du mésentère*	11	15	7	13	16	14	17	12	15	20	11	12	163	0.3
Gehirnhauttuberkulose / *Méningite tuberculose*	504	502	491	534	513	512	482	536	498	558	435	555	6,120	11.3
Gehirntuberkulose / *Tuberculose du cerveau*	13	13	9	13	11	9	13	14	14	14	11	10	144	0.3
Nieren- und Blasentuberkulose / *Tuberculose des reins et de la vessie*	52	24	43	27	62	43	59	31	53	45	70	46	555	1.0
Tuberkulose der Geschlechtsorgane / *Tuberculose des organes génitaux*	15	11	15	14	12	9	14	12	21	14	9	10	156	0.3
Knochen- und Gelenktuberkulose / *Tuberculose des os et des articulations*	296	330	263	305	289	344	309	387	305	358	201	260	3,647	6.7
Lymphdrüsentuberkulose / *Tuberculose des glandes lymphatiques*	24	20	19	19	16	18	15	15	14	16	24	32	232	0.4
Andere Lokalisationen / *Autres localisations*	5	12	11	10	6	14	6	13	5	19	11	4	116	0.2
Total	4409	4435	4287	4487	4353	4613	4359	4808	4543	4842	4233	4682	54,051	100.0
Auf 1000 Einwohner / *Sur 1000 habitants*	26.6		26.1		26.4		26.7		27.2		25.5		.	.